



Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données



**Revenu agricole,
situation financière
et
aide gouvernementale

Recueil de données**

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Décembre 2006

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données

Décembre 2006

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Pour se procurer des exemplaires supplémentaires, s'adresser à la :

Section de l'analyse du revenu agricole et des programmes
Direction de la recherche et de l'analyse
Agriculture et Agroalimentaire Canada
930, avenue Carling
Ottawa (Ontario)
K1A 0C5
Tél. : (613) 759-7380
Télec. : (613) 759-6556
Courriel : girardl@agr.gc.ca

La version électronique de cette publication est disponible sur l'Internet à: http://www.agr.gc.ca/pol/index_f.php.

Publication n° 10209B
Catalogue n° A21-44/2006
ISBN n° 978-0-662-49733-2
ISSN n° 1482-9770

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
 SECTION A	
Revenu agricole	3
Méthodologie sur le revenu agricole	13
 SECTION B	
Situation financière des exploitations agricoles	15
Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles	29
 SECTION C	
Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire	31
Méthodologie des dépenses publiques	49
 SECTION D	
Estimations du soutien à l'agriculture	55
Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE	65

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1997-2005	5
Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2000-2005	8
Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2003-2005	10
Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2003-2005	11
Tableau A.5 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société, Canada, 2004	12

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1996-2005	17
Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1992-2006	18
Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 1999-2000 à 2004-2005	19
Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), 1997-1998 à 2004-2005	20
Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2002, 2003 et 2004	21
Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2005 et 2006	26
Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2005 et 2006	26
Tableau B.8 : Intrants agricoles, Canada, 2001-2005	27

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1999-2000 à 2006-2007	33
Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007	35
Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007	41
Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007	45
Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007	47

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2003-2005	57
Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005	58
Tableau D.3 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005	58
Tableau D.4 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005	59
Tableau D.5 : Soutien total à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005	59
Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005	60
Tableau D.7 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005	62

LISTE DES FIGURES

SECTION A : Revenu agricole

Graphique A.1(a) : Revenu agricole au Canada (dollars courants)	7
Graphique A.1(b) : Revenu agricole au Canada (en dollars de 1997)	7

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2001-2005.	17
Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2005	18
Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province, au 31 mars 2005	19
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, 2004-2005	20
Graphique B.5 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1994-2006	25

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada, 1999-2000 à 2006-2007	33
Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale	34
Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire.	46

ABRÉVIATIONS

ACDI	Agence canadienne de développement international	LPCA	Loi sur les programmes de commercialisation agricole
CCB	Commission canadienne du blé	LSPA	Loi sur la stabilisation des prix agricoles
CNS	Coefficient nominal de soutien	PCSRA	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole
CSRN	Compte de stabilisation du revenu net	PDF	Programme de données fiscales
ESC	Estimation du soutien aux consommateurs	PIB	Produit intérieur brut
ESP	Estimation du soutien aux producteurs	PRA	Programme de paiements relatifs au revenu agricole
EST	Estimation du soutien total	RARB	Régime d'assurance du revenu brut
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général	SEE	Société pour l'expansion des exportations
FAC	Financement agricole Canada	VPA	Valeur de production ajustée
LPAACFC	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative		

SIGNES CONVENTIONNELS

n.c.	non calculé
..	nombres indisponibles
...	nombres n'ayant pas lieu de figurer
x	confidentiel

INTRODUCTION

Ce recueil de données se divise en quatre sections : La section A renferme de l'information relative au revenu agricole, la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles, la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire, et la section D renferme de l'information sur les estimations du soutien à l'agriculture. Des notes sur la méthodologie empruntée sont fournies à la fin de chaque section.

La présente édition renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers. La prochaine édition sera publiée en Septembre 2007 et sera également accessible à partir du site Web du Ministère.

PERSONNES-RESSOURCES

**Situation financière
des exploitations agricoles**

Naginder Dhaliwal

Tél. : 613-759-7319

Internet : dhaliwn@agr.gc.ca

Revenu agricole - Niveau de la ferme

Dave Culver

Tél. : 613-759-1894

Internet : culverd@agr.gc.ca

Revenu des familles agricoles

Dave Culver

Tél. : 613-759-1894

Internet : culverd@agr.gc.ca

**Revenu agricole -
Niveau agrégé**

Tony McDougall

Tél. : 613-759-7268

Internet : mcdougallt@agr.gc.ca

Dépenses publiques

Lucie Bourque

Tél. : 613-759-7459

Internet : bourquel@agr.gc.ca

Estimations du soutien à l'agriculture

Lucie Bourque

Tél. : 613-759-7459

Internet : bourquel@agr.gc.ca

SECTION A

Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1997-2005

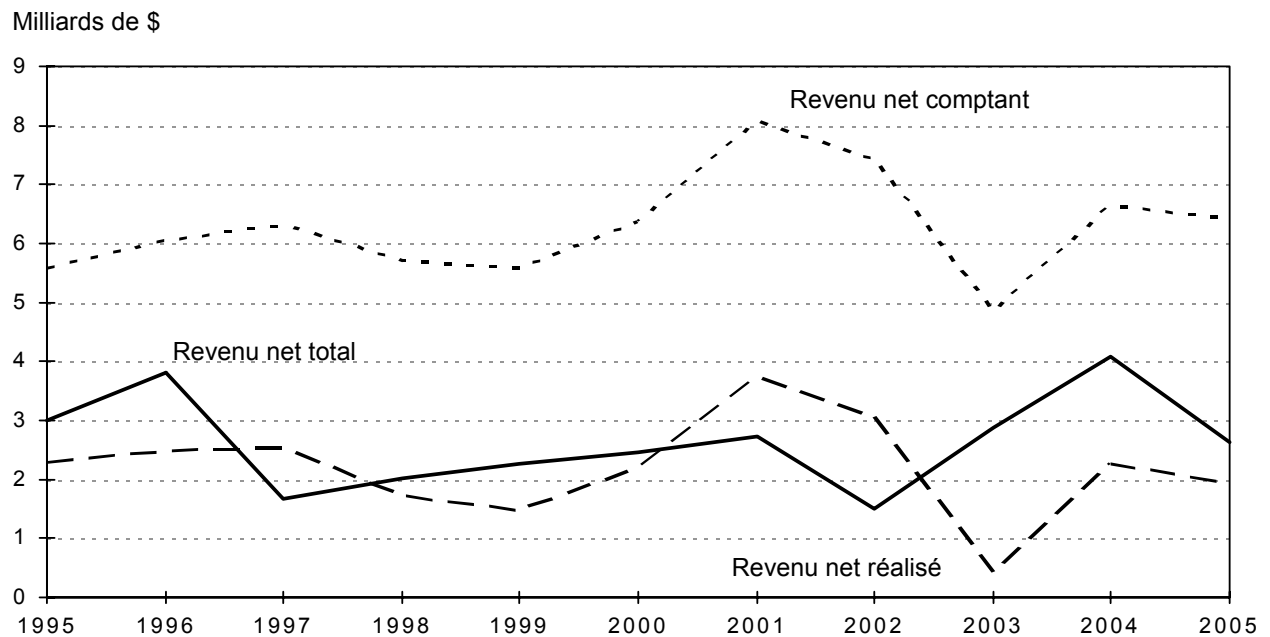
	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Recettes des cultures											
1997	14	157	118	132	1 175	2 984	1 694	4 439	2 641	749	14 103
1998	13	203	121	166	1 182	3 134	1 629	4 081	2 504	790	13 822
1999	14	224	138	186	1 263	3 158	1 401	3 665	2 331	837	13 218
2000	15	186	139	168	1 257	3 356	1 313	3 375	2 344	910	13 062
2001	16	151	121	192	1 273	3 251	1 519	3 784	2 290	994	13 591
2002	22	220	131	219	1 414	3 618	1 913	3 747	2 137	1 034	14 455
2003	17	219	151	197	1 428	3 735	1 700	2 839	1 971	1 142	13 401
2004	17	186	138	178	1 458	3 596	1 784	3 275	2 600	1 202	14 434
2005	15	199	132	184	1 441	3 603	1 280	3 129	2 361	1 090	13 434
Recettes du bétail											
1997	56	118	249	178	3 315	3 732	1 200	1 220	3 603	956	14 627
1998	59	110	241	180	3 050	3 646	1 217	1 235	3 713	991	14 443
1999	61	107	240	186	3 184	3 695	1 291	1 400	3 971	1 028	15 163
2000	59	120	263	196	3 624	4 094	1 551	1 571	4 511	1 100	17 090
2001	63	126	281	215	3 857	4 526	1 800	1 687	5 240	1 171	18 964
2002	62	119	262	197	3 645	4 263	1 716	1 710	5 087	1 130	18 191
2003	64	113	259	200	3 644	4 127	1 598	1 374	3 709	1 082	16 171
2004	70	123	290	204	4 012	4 346	1 639	1 485	3 981	1 012	17 162
2005	75	126	301	207	4 001	4 512	1 819	1 803	4 363	1 173	18 380
Recettes totales du marché											
1997	70	275	367	310	4 490	6 716	2 894	5 659	6 244	1 705	28 730
1998	73	313	362	345	4 231	6 779	2 846	5 316	6 217	1 780	28 265
1999	74	331	379	372	4 447	6 853	2 692	5 065	6 303	1 865	28 381
2000	74	306	402	363	4 881	7 450	2 863	4 946	6 855	2 010	30 152
2001	78	278	402	406	5 130	7 777	3 319	5 471	7 530	2 165	32 555
2002	84	340	393	416	5 059	7 880	3 629	5 457	7 223	2 164	32 646
2003	82	332	409	398	5 072	7 863	3 298	4 213	5 681	2 224	29 572
2004	87	309	427	382	5 470	7 943	3 422	4 760	6 581	2 214	31 596
2005	90	324	433	391	5 442	8 115	3 100	4 932	6 724	2 264	31 814
Paiements des programmes											
1997	6	8	9	11	281	137	142	264	218	34	1 109
1998	0	11	14	6	593	201	92	235	235	34	1 422
1999	0	19	15	6	653	333	216	476	218	41	1 976
2000	0	17	12	6	541	422	287	777	708	39	2 809
2001	1	59	18	6	624	777	382	1 020	819	60	3 766
2002	1	24	11	8	468	623	219	1 004	1 039	31	3 429
2003	1	23	16	12	875	585	308	1 600	1 368	59	4 848
2004	1	40	25	36	835	674	430	1 190	1 443	188	4 862
2005	1	46	27	40	749	820	699	1 323	1 117	120	4 943
Recettes monétaires totales											
1997	76	283	376	321	4 771	6 853	3 036	5 923	6 462	1 739	29 839
1998	73	324	377	351	4 824	6 980	2 938	5 552	6 452	1 814	29 686
1999	75	350	393	378	5 100	7 186	2 908	5 540	6 521	1 906	30 357
2000	75	323	414	369	5 422	7 872	3 151	5 723	7 563	2 048	32 961
2001	79	336	420	413	5 754	8 554	3 701	6 491	8 349	2 224	36 321
2002	85	364	405	424	5 527	8 504	3 848	6 461	8 262	2 195	36 075
2003	83	355	426	410	5 947	8 448	3 606	5 813	7 049	2 283	34 420
2004	88	349	452	418	6 305	8 617	3 853	5 950	8 024	2 402	36 458
2005	91	370	460	431	6 191	8 936	3 799	6 255	7 841	2 384	36 758

Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, novembre 2006.

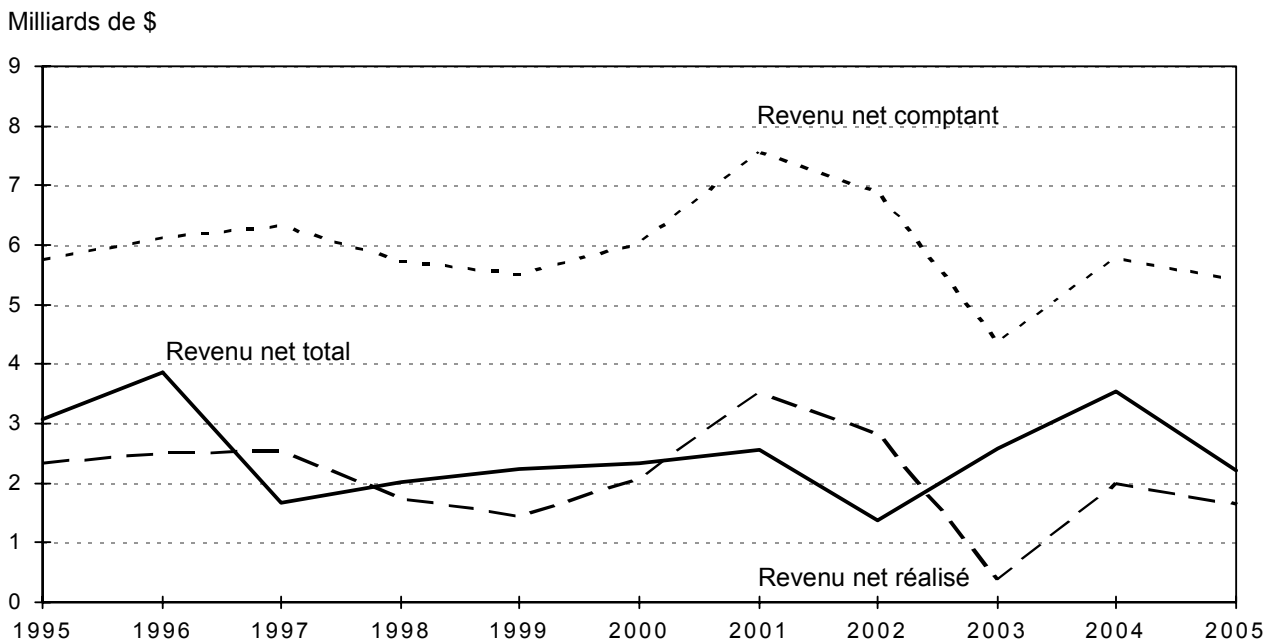
Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1997-2005 (suite)

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Dépenses d'expl. nettes											
1997	61	252	309	281	3 662	5 708	2 346	4 314	5 132	1 455	23 520
1998	64	259	305	289	3 740	5 849	2 381	4 289	5 285	1 519	23 980
1999	64	271	312	297	3 902	5 999	2 376	4 277	5 722	1 566	24 787
2000	67	282	330	320	4 228	6 402	2 563	4 573	6 157	1 680	26 603
2001	71	291	350	341	4 469	6 963	2 790	4 770	6 441	1 769	28 255
2002	74	311	361	348	4 550	7 132	2 919	4 795	6 290	1 876	28 656
2003	78	317	378	363	4 868	7 291	3 068	4 994	6 292	1 923	29 572
2004	83	322	382	364	5 048	7 328	3 139	5 011	6 191	1 946	29 815
2005	85	332	386	375	4 944	7 485	3 091	5 154	6 444	2 039	30 334
Revenu net comptant											
1997	15	31	67	40	1 108	1 145	691	1 609	1 330	283	6 318
1998	10	66	72	62	1 084	1 131	557	1 262	1 168	295	5 707
1999	11	78	81	81	1 198	1 187	532	1 263	799	340	5 570
2000	8	41	85	49	1 194	1 470	587	1 150	1 406	368	6 357
2001	8	45	70	72	1 285	1 590	912	1 721	1 909	456	8 066
2002	11	54	43	76	977	1 372	929	1 666	1 972	319	7 420
2003	4	38	48	46	1 079	1 157	538	819	757	360	4 847
2004	6	27	71	54	1 257	1 289	714	939	1 832	456	6 644
2005	7	38	74	56	1 247	1 451	708	1 102	1 397	345	6 423
Revenu net réalisé											
1997	11	0	30	10	711	270	344	724	357	81	2 536
1998	5	32	33	32	661	217	189	330	146	85	1 729
1999	7	45	40	47	745	244	152	328	-260	125	1 471
2000	3	5	39	12	702	483	209	239	336	147	2 176
2001	3	9	22	32	759	577	522	788	803	233	3 748
2002	6	19	-5	35	443	293	541	768	870	70	3 041
2003	-1	4	0	6	519	93	133	-82	-361	110	423
2004	0	-9	21	12	716	245	318	32	734	202	2 271
2005	1	-1	22	12	666	384	309	196	273	87	1 949
Revenu net total											
1997	11	13	24	17	693	277	224	60	297	54	1 670
1998	6	19	34	30	659	234	244	353	306	120	2 006
1999	9	42	36	36	762	231	126	659	238	128	2 268
2000	4	22	37	22	634	302	384	530	375	150	2 461
2001	4	-58	20	27	847	472	457	159	543	252	2 723
2002	6	98	-4	53	462	440	515	36	-208	88	1 486
2003	-1	0	-1	2	625	172	540	799	581	154	2 871
2004	1	-3	20	3	843	566	260	922	1 278	177	4 068
2005	1	-23	21	22	644	424	75	851	568	43	2 625

Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, novembre 2006.

Graphique A.1(a) : Revenu agricole au Canada (dollars courants)

Source : Données historiques, Statistique Canada, n° 21-010-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, novembre 2006.

Graphique A.1(b) : Revenu agricole au Canada (en dollars de 1997)

Source : Calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à partir des données de Statistique Canada et de celles du Conference Board du Canada pour le déflateur du PIB.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2000-2005

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2000											
Assurance-récolte ¹	0	3	0	1	80	72	54	117	116	8	451
CSRN	0	6	2	1	8	110	62	187	72	9	456
Subventions laitières	0	1	2	1	30	26	2	2	4	4	73
Aide-désastre au revenu	0	6	2	1	5	87	45	109	155	11	422
Stabilisation provinciale	0	1	1	0	410	0	0	0	0	0	411
Autres paiements ²	0	0	6	0	8	128	124	363	360	5	995
Paiements totaux	0	17	12	6	541	422	287	777	708	39	2 809
Rabais sur intrants	0	0	0	0	79	6	0	36	9	0	131
Total	0	17	12	6	621	428	287	812	716	39	2 939
Primes des producteurs	0	1	1	0	180	32	46	135	63	2	460
2001											
Assurance-récolte ¹	0	7	1	1	75	219	86	297	222	10	918
CSRN	0	7	3	2	8	122	59	167	66	8	442
Subventions laitières	0	1	1	1	17	15	1	1	3	3	42
Aide-désastre au revenu	0	6	4	3	5	109	118	237	129	16	627
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	516	0	0	0	0	0	516
Autres paiements ²	0	37	9	0	2	313	118	319	400	23	1 222
Paiements totaux	1	59	18	6	624	777	382	1 020	819	60	3 766
Rabais sur intrants	0	0	0	0	87	5	0	31	19	0	142
Total	1	59	18	7	711	782	382	1 051	838	60	3 908
Primes des producteurs	0	1	0	0	157	38	47	148	82	3	477
2002											
Assurance-récolte ¹	0	6	0	1	42	219	77	580	477	5	1 407
CSRN	0	9	6	4	11	170	78	216	110	12	616
Subventions laitières	0	0	0	0	4	3	0	0	1	0	9
Aide-désastre au revenu	0	9	2	1	6	58	46	138	114	11	387
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	395	0	0	0	0	0	396
Autres paiements ²	1	0	2	2	10	174	18	69	336	2	615
Paiements totaux	1	24	11	8	468	623	219	1 004	1 039	31	3 429
Rabais sur intrants	0	0	0	0	79	13	0	17	11	0	119
Total	1	24	11	8	547	636	219	1 020	1 050	31	3 548
Primes des producteurs	0	2	0	0	82	46	52	176	123	3	485

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2006.

¹ Excluant l'assurance privée contre la grêle. Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production² Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que le programme de redressement de l'industrie dans le sillage de l'encéphalopathie spongiforme bovine et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2000-2005 (suite)

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2003											
Assurance-récolte ¹	0	1	1	1	47	119	86	929	519	4	1 707
CSRN	0	7	8	6	15	191	87	246	148	16	723
Aide-désastre au revenu	0	6	1	1	4	40	27	141	204	17	440
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	711	0	0	0	0	0	711
Autres paiements ²	0	8	7	5	98	236	109	284	498	22	1 266
Paiements totaux	1	23	16	12	875	585	308	1 600	1 368	59	4 848
Rabais sur intrants	0	0	0	0	83	6	0	1	12	0	101
Total	1	23	16	12	958	591	308	1 601	1 380	59	4 949
Primes des producteurs	0	2	0	0	206	61	65	221	168	3	727
2004											
Assurance production ¹	0	3	0	3	63	82	84	280	230	10	756
PCSRA	0	11	6	14	7	108	79	222	305	25	777
CSRN	0	11	8	11	16	223	125	298	220	22	934
Aide-désastre au revenu	0	3	2	1	1	16	14	94	99	8	237
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	626	0	0	0	0	0	626
Autres paiements ²	1	12	9	7	122	246	129	297	588	122	1 532
Paiements totaux	1	40	25	36	835	674	430	1 190	1 443	188	4 862
Rabais sur intrants	0	0	0	0	86	5	1	0	19	0	111
Total	1	40	25	36	921	680	431	1 190	1 461	188	4 973
Primes des producteurs	0	3	0	0	196	54	81	207	156	3	700
2005											
Assurance production ¹	0	6	1	5	59	50	299	277	115	8	820
PCSRA	1	27	7	23	253	212	187	505	450	50	1 715
CSRN	0	4	4	5	8	92	65	157	94	12	442
Aide-désastre au revenu	0	0	0	0	0	82	0	0	0	0	82
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	391	0	0	0	0	0	391
Autres paiements ²	0	8	15	7	38	384	149	384	458	50	1 493
Paiements totaux	1	46	27	40	749	820	699	1 323	1 117	120	4 943
Rabais sur intrants	0	0	0	0	94	5	20	0	14	0	133
Total	1	46	27	40	843	826	718	1 323	1 131	120	5 076
Primes des producteurs	0	3	0	2	123	44	59	216	159	3	609

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2006.

¹ Excluant l'assurance privée contre la grêle. Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production² Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que le programme de redressement de l'industrie dans le sillage de l'encéphalopathie spongiforme bovine et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2003-2005

Province	2003	2004	2005p	05/04
	- Dollars par ferme -			
Terre-Neuve				
Revenus d'exploitation	342 936	421 335	479 843	14 %
Dépenses d'exploitation	317 597	387 893	430 705	11 %
Bénéfice net d'exploitation	25 340	33 442	49 138	47 %
Île-du-Prince-Édouard				
Revenus d'exploitation	296 904	285 619	320 322	12 %
Dépenses d'exploitation	260 624	259 332	288 333	11 %
Bénéfice net d'exploitation	36 279	26 287	31 989	22 %
Nouvelle-Écosse				
Revenus d'exploitation	221 516	218 847	232 257	6 %
Dépenses d'exploitation	193 937	184 201	197 069	7 %
Bénéfice net d'exploitation	27 578	34 646	35 188	2 %
Nouveau-Brunswick				
Revenus d'exploitation	288 734	274 304	310 808	13 %
Dépenses d'exploitation	244 023	234 856	264 972	13 %
Bénéfice net d'exploitation	44 711	39 448	45 836	16 %
Québec				
Revenus d'exploitation	264 537	282 385	301 933	7 %
Dépenses d'exploitation	226 546	239 899	251 419	5 %
Bénéfice net d'exploitation	37 991	42 486	50 514	19 %
Ontario				
Revenus d'exploitation	224 922	229 346	240 959	5 %
Dépenses d'exploitation	198 180	201 810	208 330	3 %
Bénéfice net d'exploitation	26 742	27 536	32 629	18 %
Manitoba				
Revenus d'exploitation	229 327	240 278	225 429	-6 %
Dépenses d'exploitation	197 286	204 442	196 341	-4 %
Bénéfice net d'exploitation	32 041	35 836	29 088	-19 %
Saskatchewan				
Revenus d'exploitation	130 878	130 667	138 140	6 %
Dépenses d'exploitation	111 735	111 773	119 869	7 %
Bénéfice net d'exploitation	19 143	18 893	18 271	-3 %
Alberta				
Revenus d'exploitation	215 338	205 726	219 935	7 %
Dépenses d'exploitation	194 775	176 201	195 572	11 %
Bénéfice net d'exploitation	20 564	29 525	24 363	-17 %
Colombie-Britannique				
Revenus d'exploitation	248 176	250 637	264 547	6 %
Dépenses d'exploitation	222 762	225 396	236 221	5 %
Bénéfice net d'exploitation	25 414	25 241	28 326	12 %
Canada				
Revenus d'exploitation	207 689	210 184	221 211	5 %
Dépenses d'exploitation	182 122	181 400	191 905	6 %
Bénéfice net d'exploitation	25 567	28 784	29 306	2 %

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales et Compte de stabilisation du revenu net (PDF/CSRN).

p : préliminaire

Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2003-2005

Type de ferme	2003	2004	2005p	05/04
	- Dollars par ferme -			
Élevage de bovins laitiers et production laitière				
Revenus d'exploitation	322 523	340 336	379 343	11 %
Dépenses d'exploitation	248 738	262 184	284 607	9 %
Bénéfice net d'exploitation	73 786	78 152	94 736	21 %
Élevage de bovins de boucherie				
Revenus d'exploitation	170 433	155 729	169 967	9 %
Dépenses d'exploitation	163 731	143 445	158 629	11 %
Bénéfice net d'exploitation	6 702	12 284	11 338	-8 %
Élevage de porcs				
Revenus d'exploitation	793 886	898 544	943 158	5 %
Dépenses d'exploitation	754 752	817 137	842 422	3 %
Bénéfice net d'exploitation	39 134	81 407	100 736	24 %
Élevage de volailles et production d'oeufs				
Revenus d'exploitation	743 932	804 466	832 090	3 %
Dépenses d'exploitation	663 735	701 859	706 307	1 %
Bénéfice net d'exploitation	80 197	102 608	125 783	23 %
Culture de plantes oléagineuses et de céréales				
Revenus d'exploitation	138 173	141 396	150 636	7 %
Dépenses d'exploitation	111 751	116 322	127 369	9 %
Bénéfice net d'exploitation	26 422	25 074	23 267	-7 %
Culture de pommes de terre				
Revenus d'exploitation	598 228	619 287	746 060	20 %
Dépenses d'exploitation	495 261	542 695	623 194	15 %
Bénéfice net d'exploitation	102 967	76 592	122 866	60 %
Culture de fruits et de noix				
Revenus d'exploitation	154 587	160 337	179 648	12 %
Dépenses d'exploitation	132 883	139 359	159 547	14 %
Bénéfice net d'exploitation	21 704	20 978	20 101	-4 %
Autres cultures de légumes et de melons				
Revenus d'exploitation	285 750	307 043	340 767	11 %
Dépenses d'exploitation	243 854	269 459	293 873	9 %
Bénéfice net d'exploitation	41 896	37 584	46 894	25 %
Culture en serre et en pépinière et floriculture				
Revenus d'exploitation	729 241	721 390	746 796	4 %
Dépenses d'exploitation	661 523	656 944	674 790	3 %
Bénéfice net d'exploitation	67 718	64 446	72 006	12 %
Tous les types de fermes				
Revenus d'exploitation	207 689	210 184	221 211	5 %
Dépenses d'exploitation	182 122	181 400	191 905	6 %
Bénéfice net d'exploitation	25 567	28 784	29 306	2 %

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales et Compte de stabilisation du revenu net (PDF/CSRN).

p : préliminaire

Tableau A.5 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu¹, fermes non constituées en société, Canada, 2004

Revenu de la famille agricole (avant amortissement)	Nombre de familles		Revenus d'un travail hors-ferme ²	Revenus de placement	Revenus de pensions	Autres revenus hors-ferme ³	Revenus hors-ferme total	Revenus nets d'exploitation	Total des revenus de la famille
	Nombre	% du total							
Toutes les fermes									
Moins de 10 000 \$ ⁴	6 590	5,0	12 823	2 596	4 020	4 720	24 159	-46 109	-21 950
10 000 \$ - 19 999 \$	5 700	4,4	8 980	1 857	6 216	4 137	21 189	-5 730	15 459
20 000 \$ - 29 999 \$	9 970	7,6	10 565	2 028	8 489	4 085	25 166	340	25 507
30 000 \$ - 39 999 \$	12 790	9,8	13 813	2 900	9 316	4 193	30 221	4 886	35 107
40 000 \$ - 49 999 \$	12 750	9,7	20 519	2 882	8 683	5 061	37 145	8 653	45 797
50 000 \$ - 99 999 \$	51 300	39,2	38 566	4 311	7 958	5 795	56 630	16 521	73 151
100 000 \$ +	31 900	24,4	90 239	12 542	7 813	7 967	118 561	46 539	165 100
TOTAL	130 970	100,0	42 262	5 671	7 892	5 840	61 666	16 586	78 252
Petites exploitations (recettes agricoles de 10 000 \$ à 49 999 \$)									
Moins de 10 000 \$ ⁴	3 010	4,8	12 151	..	5 108	2 958	22 724	-29 991	-7 267
10 000 \$ - 19 999 \$	3 510	5,6	7 289	1 961	8 284	3 265	20 799	-5 273	15 526
20 000 \$ - 29 999 \$	6 410	10,2	10 082	2 171	11 117	3 548	26 918	-1 379	25 538
30 000 \$ - 39 999 \$	7 380	11,8	14 251	3 389	12 751	3 446	33 836	912	34 749
40 000 \$ - 49 999 \$	6 840	10,9	24 875	3 456	12 030	4 476	44 836	428	45 265
50 000 \$ - 99 999 \$	23 600	37,6	51 067	4 660	11 194	4 703	71 625	152	71 776
100 000 \$ +	12 020	19,2	129 733	15 468	11 092	6 107	162 399	-708	161 691
TOTAL	62 750	100,0	50 444	5 940	10 986	4 517	71 887	-1 801	70 086
Exploitations moyennes (recettes agricoles de 50 000 \$ à 99 999 \$)									
Moins de 10 000 \$ ⁴	1 400	5,7	11 479	2 464	3 954	4 451	22 349	-35 194	-12 845
10 000 \$ - 19 999 \$	1 240	5,0	11 681	1 474	3 290	4 710	21 155	-5 328	15 827
20 000 \$ - 29 999 \$	1 860	7,5	11 388	1 788	4 287	4 297	21 760	3 490	25 250
30 000 \$ - 39 999 \$	2 930	11,9	14 129	2 273	5 669	4 688	26 759	8 953	35 712
40 000 \$ - 49 999 \$	2 710	11,0	18 324	2 604	6 454	5 339	32 721	13 641	46 363
50 000 \$ - 99 999 \$	10 050	40,7	37 430	5 720	7 918	5 869	56 938	15 510	72 447
100 000 \$ +	4 500	18,2	101 345	14 514	9 115	7 954	132 928	16 462	149 391
TOTAL	24 680	100,0	39 483	5 877	6 978	5 794	58 131	9 877	68 008
Grandes exploitations (recettes agricoles de 100 000 \$ et plus)									
Moins de 10 000 \$ ⁴	2 170	5,0	14 629	2 806	2 558	7 334	27 327	-75 523	-48 196
10 000 \$ - 19 999 \$	950	2,2	11 699	1 973	2 397	6 601	22 670	-7 953	14 717
20 000 \$ - 29 999 \$	1 710	3,9	11 468	1 750	3 220	5 863	22 301	3 343	25 644
30 000 \$ - 39 999 \$	2 460	5,6	12 128	2 180	3 369	5 840	23 516	12 015	35 532
40 000 \$ - 49 999 \$	3 210	7,4	13 085	1 893	3 425	6 075	24 478	21 894	46 372
50 000 \$ - 99 999 \$	17 640	40,5	22 488	3 042	3 652	7 212	36 394	39 007	75 401
100 000 \$ +	15 380	35,3	56 162	9 682	4 873	9 424	80 142	92 268	172 410
TOTAL	43 540	100,0	32 044	5 168	3 951	7 772	48 936	46 891	95 828

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

¹ Basé sur le revenu de la famille provenant de toutes les sources : revenu agricole (bénéfice net d'exploitation) et revenu hors ferme.² Le revenu d'un travail hors ferme inclut les « salaires et traitements » et les « revenus nets d'un travail indépendant non agricole ».³ Autres revenus hors ferme incluent les « transferts sociaux gouvernementaux et les REER ».⁴ Comprend les pertes.

Méthodologie sur le revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces

Le *revenu net comptant* (revenus bruts moins les charges d'exploitation) est une mesure des liquidités dont disposent les producteurs agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement des dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire. Le *revenu net réalisé* mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (amortissement et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année à laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net total* mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant des ventes de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie Autres paiements qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont répartis sur l'année pendant laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (Fonds gouvernemental). Les gros montants accumulés dans le Fonds 1 (Fonds des producteurs) et les facteurs de déclenchement non réalisés dans le Fonds 2 ne sont pas compris.

Les dépenses d'exploitation comprennent des paiements d'aide du gouvernement tels que les programmes de crédits provinciaux et autres pouvant réduire le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais occasionnés par l'achat de biens et de services à l'extérieur du secteur agricole de chaque province, dans le cadre de la production de marchandises agricoles.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 1997

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 1997. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (indice du PIB, 1997 = 100) est utilisé comme déflateur.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements bruts/indemnités versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme le CSRN, de même que les programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse. Les paiements versés en vertu du CSRN représentent les retraits du Fonds 2 (Fonds gouvernemental).

Les indemnités d'assurance production comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Par les primes qu'ils paient, les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux tels que l'assurance production et certains programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.3 et Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, par ferme, par province (A.3) et par type de ferme (A.4)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales et Compte de Stabilisation du revenu net (PDF/CSRN) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net était différent de zéro, selon la déclaration d'impôt sur le revenu (Revenu Canada, T1, général), ainsi que d'un échantillon de sociétés agricoles déclarant des ventes totales (recettes brutes plus les recettes de coentreprises) de 25 000 \$ et plus et qui sont classées comme exploitation agricole conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Selon le SCIAN les exploitations agricoles sont celles dont 50 p. 100 ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations de revenu du PDF/CSRN diffèrent des données officielles sur les recettes et les dépenses publiées dans les Statistiques économiques agricoles de Statistique Canada (n° 21-011 et n° 21-012 catalogue). On trouvera l'explication de certaines de ces différences dans "Pour comprendre des mesures du revenu agricole" de Statistique Canada (n° 21-525 au catalogue).

Par revenus d'exploitation, on entend les recettes tirées de la vente des produits agricoles ainsi que les paiements de programmes et les indemnités d'assurance du gouvernement. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt et les autres revenus agricoles sont également inclus.

Par dépenses d'exploitation, on entend les dépenses d'entreprises avant amortissement, et engagées par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Tant dans les recettes agricoles que dans les dépenses d'exploitation, les ventes et les achats entre fermes sont pris en compte.

Le type d'exploitation a été déterminé en se fondant sur le pourcentage que représente les ventes de produits agricoles. Ainsi, c'est le produit

ou groupe de produits que représente au moins 50 p. 100 des ventes de la ferme qui détermine l'activité principale de l'exploitation. On se sert maintenant du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour le classement des fermes.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à *Base de données complètes sur les exploitations agricoles, Manuel de référence*, de Statistique Canada (n° 21F0005GPF au catalogue).

Tableau A.5 : Revenu familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société

Le revenu familial total est calculé à partir des dossiers d'impôt personnel de chacun des membres de la famille. Les familles agricoles sont identifiées en vérifiant deux dossiers sources : l'échantillon des personnes exploitant une ferme non constituée en société du Programme des données fiscales et du Compte de stabilisation du revenu net (PDF/CSRN) et le fichier d'impôt des familles (T1FF), qui renferme les unités familiales constituées par la Division des données régionales et administratives (DDRA) de Statistiques Canada.

Les particuliers et les familles qui suivent sont exclus :

- 1) particulier n'appartenant pas à une famille de type conventionnel ou à une famille monoparentale;
- 2) familles dont les membres tirent la totalité de leurs revenus de sources non agricoles;
- 3) familles dont les membres exploitent plus d'une ferme;
- 4) familles qui exploitent une ferme déclarant des recettes d'exploitation brutes inférieures à 10 000 \$.

Pour établir les estimations du revenu non agricole, on additionne les postes de revenus non agricoles des membres de la famille et on applique la pondération appropriée à chaque enregistrement correspondant à une famille.

Pour une description plus complète de cette méthodologie, consulter *Statistiques sur les revenus des familles agricoles*, Statistique Canada, n° 21-207-XIF au catalogue.

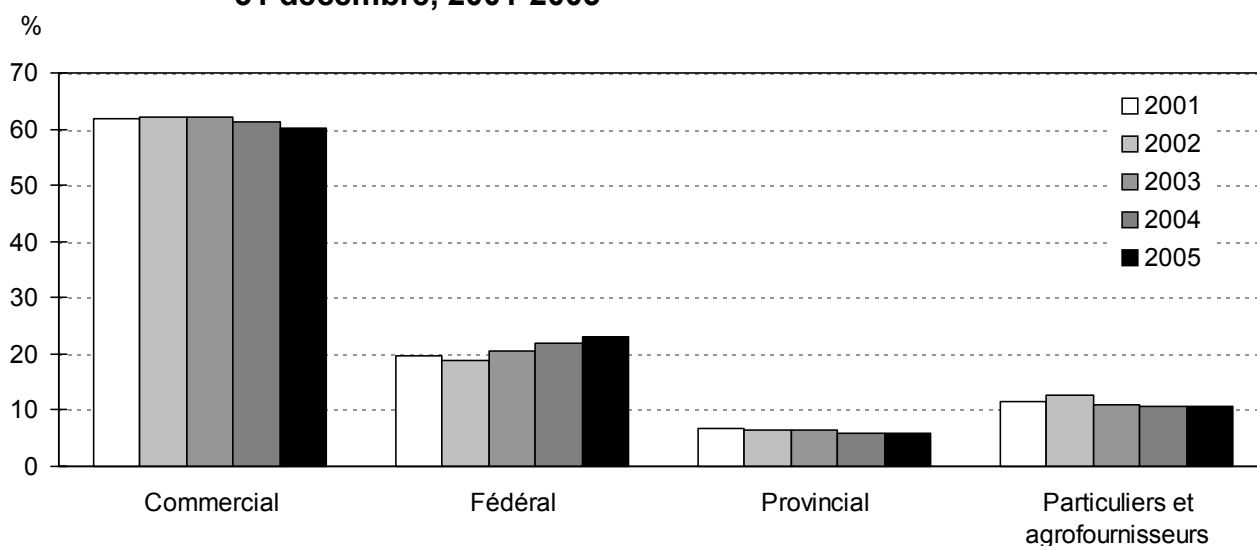
SECTION B

Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1996-2005

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
1996	43	333	327	301	4 868	5 967	2 588	4 811	6 894	1 483	27 615
1997	41	377	365	331	5 435	6 866	2 820	5 171	7 611	1 652	30 671
1998	44	420	401	358	6 097	7 635	3 151	5 584	8 219	1 859	33 768
1999	49	443	422	383	6 845	8 206	3 510	5 810	8 685	2 073	36 425
2000	47	472	465	427	7 611	9 097	3 715	5 962	9 128	2 156	39 078
2001	54	508	491	472	8 133	9 692	3 948	6 061	9 485	2 217	41 060
2002	60	542	501	454	9 021	10 928	4 201	6 009	9 673	2 279	43 668
2003	64	604	551	556	9 426	11 419	4 721	6 528	10 342	2 431	46 642
2004	74	643	612	554	9 852	12 108	5 055	6 690	10 478	2 672	48 738
2005	78	643	733	608	10 395	12 762	5 551	6 786	10 708	2 700	50 963

Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles.

Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2001-2005

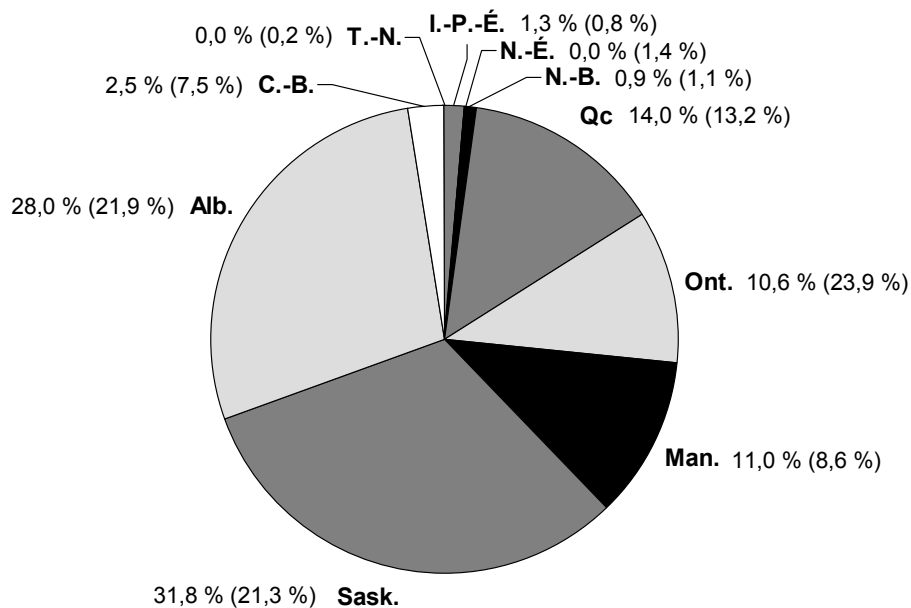
Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles.

Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1992-2006

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O./Yn	Canada
1992	0	2	5	3	63	21	15	191	73	10	0	383
1993	1	7	4	2	49	22	13	166	80	5	0	349
1994	0	3	2	3	67	15	7	132	68	11	0	308
1995	1	0	8	5	33	23	10	94	87	12	0	273
1996	0	0	5	4	54	17	24	95	75	1	0	275
1997	0	4	6	4	54	15	19	76	61	4	0	243
1998	0	1	4	1	47	12	27	92	55	5	0	244
1999	0	1	2	2	42	17	29	99	45	6	0	243
2000	0	1	4	2	40	20	18	76	38	14	0	213
2001	1	2	4	0	57	23	19	64	44	6	0	220
2002	0	2	1	4	28	30	41	50	32	9	0	197
2003	0	1	4	1	46	22	28	59	46	15	0	222
2004	0	6	3	2	31	34	27	64	56	4	0	227
2005	0	3	0	2	33	25	26	75	66	6	0	236
2005*	0	3	0	1	22	20	18	51	51	4	0	170
2006*	0	3	0	3	22	23	28	57	14	6	0	156

Source : Bureau du surintendant des faillites.

Note: À compter de 2004, les statistiques seront fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que sur la Classification type des industries.

* 1^{er} janvier au 30 septembre. Système de classification des industries de l'Amérique du Nord**Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2005**

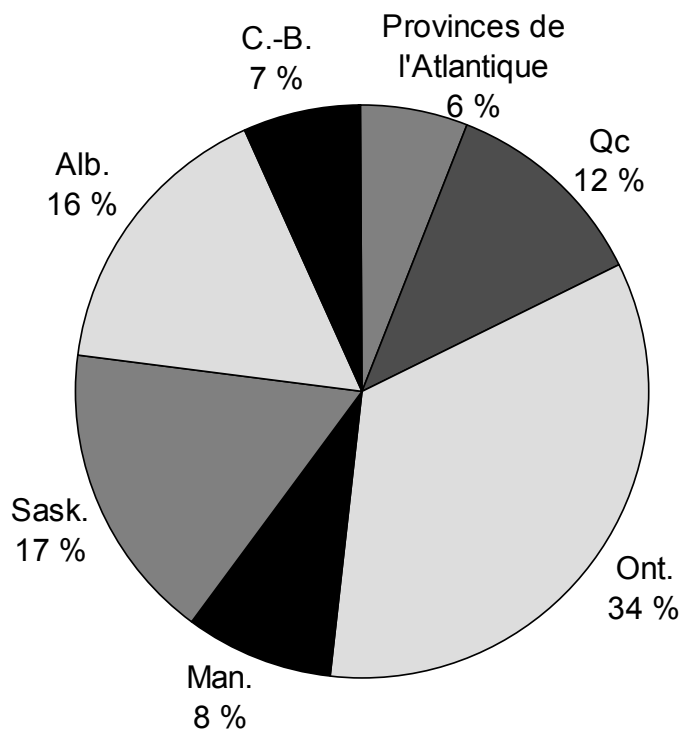
Sources : Bureau du surintendant des faillites et Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2001.

Note : La répartition en pourcentage du nombre total d'exploitations agricoles par province, pour 2001, est indiquée entre parenthèses. Elle est tirée du Recensement de l'agriculture, 2001.

Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 1999-2000 à 2004-2005

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005
Nombre total de prêts	73 686	75 202	75 888	78 442	82 551	85 650
Montant total des prêts (en millions de \$)	6 304	6 904	7 709	8 804	10 039	11 150
Nombre de prêts approuvés	14 201	14 471	16 753	25 133	26 529	27 948
Montant des prêts approuvés (en millions de \$)	1 612	1 668	2 102	2 561	2 862	3 067
Montant moyen des prêts approuvés (\$)	113 500	115 230	125 470	101 914	107 871	109 747

Source : Financement agricole Canada.

Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province, au 31 mars 2005

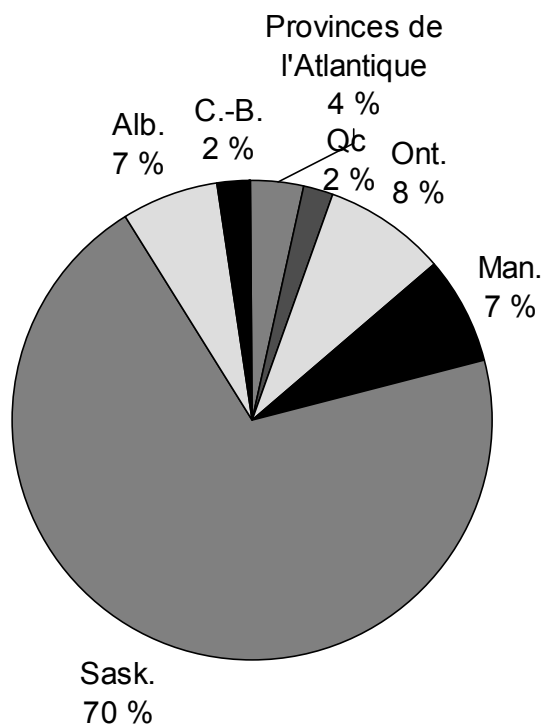
Source : Financement agricole Canada.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC)*, 1997-1998 à 2004-2005

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	15 946	8 641	7 628	6 304	5 659	4 722	3 155	2 829
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$)	516 885	259 174	215 998	189 087	178 732	160 425	105 601	105 095
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$)	32 415	29 994	28 316	29 995	31 584	33 974	33 471	37 149

Source : Pour 1997-1998 à 2002-2003, rapport de rendement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Pour 2003-2004 et 2004-2005, Division des programmes de commercialisation nationaux de l'Administration de la LPAACFC; Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, 2004-2005



Source : Administration de la LPAACFC, Division des programmes nationaux de commercialisation, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2002, 2003 et 2004

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
CANADA								
Actif agricole								
- 2002	2 119 152	807 753	1 619 940	2 405 028	925 904	1 912 010	993 447	1 091 658
- 2003	2 288 150	779 475	1 679 225	2 692 250	963 775	2 239 400	997 756	1 096 000
- 2004	2 485 245	789 650	1 744 225	2 897 800	990 275	2 566 675	1 018 782	1 134 600
Passif agricole								
- 2002	482 205	132 045	534 579	452 083	181 828	535 118	160 166	209 563
- 2003	558 475	141 925	525 500	520 575	189 100	669 100	175 700	223 800
- 2004	617 200	138 850	555 375	632 450	223 775	810 175	178 250	236 970
Avoir net								
- 2002	1 636 946	675 708	1 085 360	1 952 945	744 075	1 376 892	833 281	882 095
- 2003	1 729 675	637 550	1 153 725	2 171 675	774 675	1 570 300	822 056	872 200
- 2004	1 868 045	650 800	1 188 850	2 265 350	766 500	1 756 500	840 532	897 630
Nouveaux investissements (nets)								
- 2002	93 378	18 203	92 960	76 727	27 285	122 919	31 715	37 804
- 2003	105 425	13 100	62 900	58 725	34 000	132 750	36 725	37 200
- 2004	81 075	17 800	81 550	65 000	33 725	108 350	32 875	35 425
ATLANTIQUE								
Actif agricole								
- 2002	2 274 215	438 301	875 021	1 524 444	466 742	2 095 776	787 583	1 007 458
- 2003	2 323 662	454 244	861 069	1 533 936	484 374	2 166 628	556 691	1 077 743
- 2004	2 399 821	448 952	995 212	1 900 354	576 744	2 298 480	755 763	1 086 122
Passif agricole								
- 2002	427 730	51 106	339 008	320 390	84 127	611 409	161 192	217 534
- 2003	548 025	59 036	347 473	365 486	87 211	662 778	88 323	259 565
- 2004	530 588	61 628	394 143	381 116	179 758	788 041	143 481	270 330
Avoir net								
- 2002	1 846 484	387 194	536 014	1 204 054	382 616	1 484 367	626 391	789 923
- 2003	1 775 636	395 208	513 596	1 168 450	397 163	1 503 850	468 368	818 178
- 2004	1 869 233	387 324	601 069	1 519 238	396 987	1 510 439	612 282	815 792
Nouveaux investissements (nets)								
- 2002	79 069	1 638	44 963	61 173	16 768	115 028	27 840	37 257
- 2003	107 669	10 314	10 909	43 746	23 922	128 586	16 862	45 063
- 2004	71 783	8 904	46 975	35 625	41 472	73 396	22 771	36 060

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2002, 2003 et 2004 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
QUÉBEC								
Actif agricole								
- 2002	1 693 240	517 195	1 227 277	2 171 247	843 065	1 309 206	1 164 813	1 123 020
- 2003	1 856 339	523 571	1 295 863	2 892 060	865 895	1 160 563	1 032 909	1 169 751
- 2004	2 050 139	553 950	1 564 175	2 866 702	831 735	1 604 992	1 034 637	1 223 550
Passif agricole								
- 2002	457 269	114 289	553 577	367 878	246 353	297 175	301 367	302 736
- 2003	510 611	131 363	560 322	519 161	214 374	306 757	243 806	317 346
- 2004	561 192	141 433	691 008	564 475	231 921	522 862	259 355	341 425
Avoir net								
- 2002	1 233 971	402 906	674 300	1 804 369	596 712	1 012 031	863 452	820 272
- 2003	1 345 727	392 208	735 541	2 372 898	651 521	853 806	789 103	852 405
- 2004	1 488 947	412 517	873 167	2 302 227	599 814	1 082 130	775 282	882 125
Nouveaux investissements (nets)								
- 2002	89 910	5 772	74 462	84 990	40 111	107 815	47 871	52 318
- 2003	100 012	17 653	53 116	103 276	30 917	49 937	31 788	52 641
- 2004	64 915	20 326	78 327	-13 071	29 443	81 480	33 166	40 125
ONTARIO								
Actif agricole								
- 2002	2 310 357	675 226	1 480 847	2 805 345	1 083 423	1 706 426	996 190	1 215 235
- 2003	2 487 419	685 238	1 617 208	2 936 091	1 151 871	2 722 231	1 018 461	1 250 706
- 2004	2 666 802	694 854	1 324 579	2 828 867	1 068 434	2 401 356	1 104 640	1 319 300
Passif agricole								
- 2002	443 365	100 009	513 403	515 614	178 616	459 308	149 141	229 344
- 2003	524 611	99 016	526 339	550 889	200 708	634 584	171 562	241 601
- 2004	629 028	91 681	441 674	669 974	243 988	599 492	168 350	275 825
Avoir net								
- 2002	1 866 992	575 216	967 443	2 289 731	904 807	1 247 117	847 050	985 890
- 2003	1 962 808	586 223	1 090 869	2 385 202	951 163	2 087 647	846 899	1 009 105
- 2004	2 037 773	603 173	882 905	2 158 893	824 446	1 801 865	936 290	1 043 475
Nouveaux investissements (nets)								
- 2002	90 541	16 695	100 837	83 356	20 826	96 455	21 425	41 181
- 2003	106 143	-3 662	46 887	40 031	33 230	154 384	26 622	33 547
- 2004	83 378	12 161	48 681	95 453	41 386	98 455	25 239	38 050

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2002, 2003 et 2004 (suite)

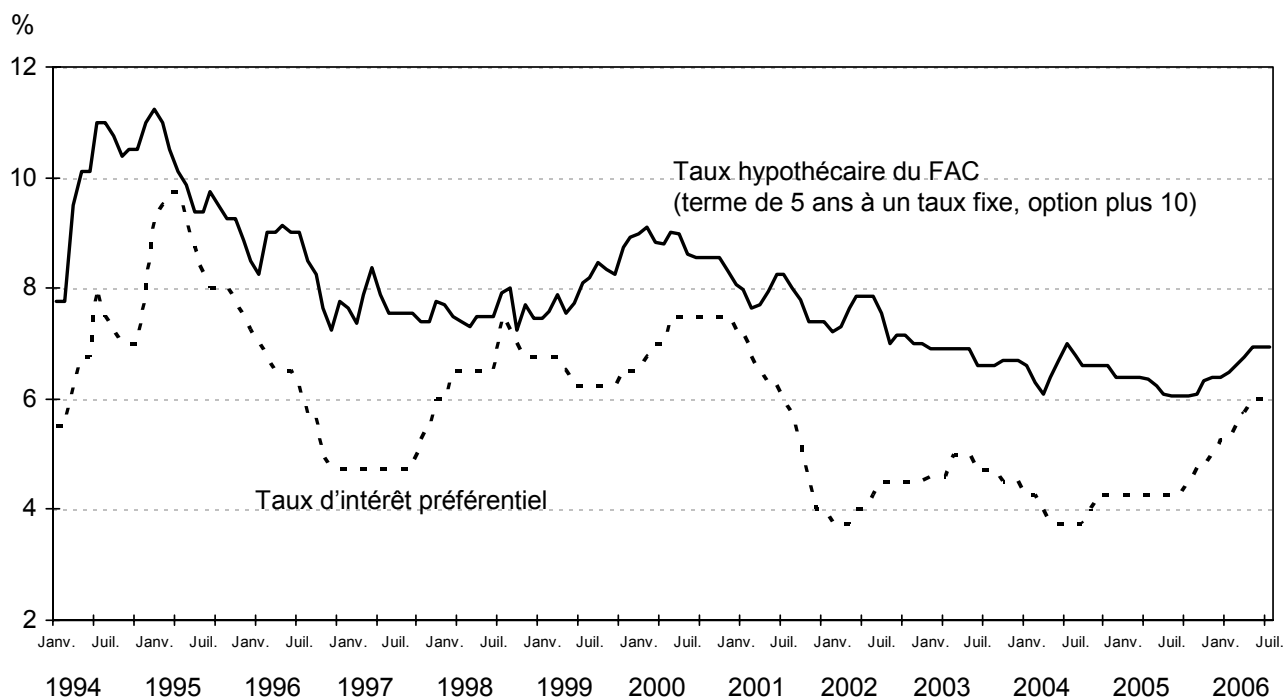
	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
MANITOBA								
Actif agricole								
- 2002	2 120 932	578 996	2 289 811	1 837 103		3 075 221	1 066 429	1 003 570
- 2003	2 323 273	559 137	1 904 976	1 673 881		4 921 225	1 108 437	997 259
- 2004	2 420 845	538 604	2 492 281	2 696 400		5 140 117	1 048 786	988 550
Passif agricole								
- 2002	528 152	100 426	585 694	392 518		986 382	197 402	198 660
- 2003	604 851	115 817	532 328	389 394		1 372 016	225 729	217 669
- 2004	642 690	113 854	585 600	483 636		1 551 683	233 139	221 875
Avoir net								
- 2002	1 592 780	478 570	1 704 117	1 444 585		2 088 839	869 026	804 910
- 2003	1 718 422	443 320	1 372 648	1 284 487		3 549 210	882 708	779 590
- 2004	1 778 155	424 750	1 906 681	2 212 764		3 588 435	815 647	766 675
Nouveaux investissements (nets)								
- 2002	71 408	9 269	125 168	55 135		217 145	42 512	36 595
- 2003	98 583	10 992	94 534	65 826	..	403 230	49 970	40 909
- 2004	97 058	15 944	133 848	97 385		289 623	34 539	36 250
SASKATCHEWAN								
Actif agricole								
- 2002	2 348 134	641 131	1 783 536	..			822 679	793 529
- 2003	2 574 270	611 516	3 167 768				824 968	774 125
- 2004	1 753 010	600 918	2 273 646				767 599	726 100
Passif agricole								
- 2002	563 312	96 833	361 042	..			131 211	128 181
- 2003	555 866	122 149	497 026				150 140	143 725
- 2004	356 899	117 707	469 686				141 167	136 525
Avoir net								
- 2002	1 784 822	544 298	1 422 494	..			691 468	665 348
- 2003	2 018 404	489 367	2 670 742				674 828	630 400
- 2004	1 396 111	483 210	1 803 960				626 432	589 575
Nouveaux investissements (nets)								
- 2002	184 996	17 499	91 857	..			25 147	25 277
- 2003	-27 772	13 488	189 109				31 134	26 450
- 2004	92 540	18 161	108 142				25 329	24 025

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2002, 2003 et 2004 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
ALBERTA								
Actif agricole								
- 2002	3 389 947	1 119 126	2 495 619	2 276 315	..	2 670 314	1 250 892	1 236 454
- 2003	3 633 425	1 070 605	2 782 866	1 948 459		2 747 907	1 271 892	1 202 022
- 2004	4 040 618	1 066 572	2 758 964	2 694 785		4 023 067	1 421 402	1 266 650
Passif agricole								
- 2002	855 067	191 708	640 893	471 517	..	857 544	169 863	206 965
- 2003	994 499	198 499	513 120	416 782		1 138 509	187 474	212 835
- 2004	1 041 703	187 999	657 989	599 100		1 159 539	209 151	219 350
Avoir net								
- 2002	2 534 880	927 419	1 854 726	1 804 798	..	1 812 770	1 081 029	1 029 489
- 2003	2 638 926	872 106	2 269 746	1 531 677		1 609 398	1 084 418	989 187
- 2004	2 998 915	878 572	2 100 975	2 095 685		2 863 528	1 212 251	1 047 300
Nouveaux investissements (nets)								
- 2002	92 314	25 934	102 924	83 152	..	210 840	44 148	37 373
- 2003	152 755	22 183	91 615	63 061	..	138 150	53 054	38 594
- 2004	110 238	23 013	147 300	117 284		229 289	53 876	38 650
COLOMBIE-BRTIANNIQUE								
Actif agricole								
- 2002	3 702 146	1 013 127	1 441 966	2 343 048	1 063 402	1 411 424	1 312 031	1 335 705
- 2003	4 061 588	910 749	914 546	3 229 244	1 093 369	3 338 976	857 375	1 419 411
- 2004	4 690 914	966 138	1 626 929	3 880 638	1 298 598	2 494 542	1 166 761	1 610 875
Passif agricole								
- 2002	713 112	124 964	522 762	439 508	192 417	94 052	192 169	238 167
- 2003	951 167	119 407	262 578	635 579	219 912	415 448	122 885	279 227
- 2004	914 106	117 186	450 293	802 247	232 136	740 601	180 826	299 175
Avoir net								
- 2002	2 989 034	888 163	919 204	1 903 540	870 984	1 317 371	1 119 862	1 097 539
- 2003	3 110 421	791 342	651 968	2 593 665	873 456	2 923 528	734 491	1 140 184
- 2004	3 776 809	848 952	1 176 636	3 078 391	1 066 461	1 753 941	985 934	1 311 700
Nouveaux investissements (nets)								
- 2002	152 673	22 897	40 583	65 297	29 410	30 831	45 148	40 606
- 2003	159 396	14 829	2 229	69 070	44 253	267 607	23 886	41 404
- 2004	208 861	1 438	-5 299	42 120	33 101	71 381	24 502	45 425

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1994-2006

Sources : Financement agricole Canada (FAC) et Revue de la Banque du Canada.

Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2005 et 2006

	Manitoba		Minnesota/Dakota du Nord	
	été 2006	été 2005	été 2006	été 2005
Azote (\$CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	656,20	632,29	593,87	509,03
Urée (46-0-0)	439,91	418,00	405,17	417,25
Phosphate (\$CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	416,73	414,17	392,89	403,75
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	291,38	264,73	233,28	300,74
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	79,12	70,38	66,19	59,08
Essence (ordinaire sans plomb)	89,29	77,02	82,45	67,22

Source : La Corporation Thomsen.

Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2005 et 2006

	Ontario		Michigan/Ohio/Indiana	
	le 21 juin 2006	le 15 juin 2005	le 21 juin 2006	le 15 juin 2005
Azote (\$CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	697,69	677,64	638,87	667,02
Urée (46-0-0)	483,84	455,23	467,01	481,31
Solution d'azote 28	319,13	306,37	295,41	321,70
Nitrate d'ammonium	422,11	403,62	531,41	452,09
Phosphate (\$CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	480,86	458,04	417,49	430,03
Phosphate dibasique d'ammonium (18-46-0)	492,46	455,68	421,12	424,50
Superphosphate triple (0-46-0)	483,72	451,77	376,57	401,19
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	373,91	335,12	329,04	331,38
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	85	75	76	66
Essence (ordinaire sans plomb)	95	85	84	70

Source : Collège Ridgetown, Université de Guelph.

Tableau B.8 : Intrants agricoles, Canada, 2001-2005

	2001	2002	2003	2004	2005
	(000 \$)				
Dépenses liées à la machinerie	3 548 803	3 456 892	3 585 287	3 782 018	4 141 206
Aliments achetés	4 343 432	4 975 877	4 878 341	4 787 220	4 262 765
Salaires en espèces, gîte et couvert	3 498 851	3 653 343	3 750 502	3 799 765	3 900 112
Engrais et chaux	2 333 899	2 258 401	2 499 620	2 491 145	2 565 202
Intérêts	2 498 844	2 315 384	2 313 825	2 247 595	2 344 980
Loyer	1 207 785	1 314 563	1 379 676	1 423 763	1 396 392
Pesticides	1 589 727	1 525 201	1 630 998	1 646 132	1 689 926
Achats de bétail	1 785 899	1 410 550	1 169 465	1 125 217	1 395 610
Semences	973 248	1 075 999	1 115 276	1 120 673	1 131 671
Réparations des bâtiments et clôtures	683 617	670 426	693 986	709 693	722 864
Électricité	645 094	680 937	692 628	685 418	710 505
Impôts fonciers	512 280	544 851	579 207	591 691	587 941
Assurance-récolte et grêle	340 015	429 032	545 070	525 524	506 610
Assurance commerciale	536 252	571 589	616 061	654 427	688 142
Insémination et vétérinaire	613 125	641 157	654 435	642 699	663 447
Autres*	3 143 924	3 131 559	3 467 997	3 581 561	3 626 891
Amortissement	4 455 851	4 512 406	4 551 745	4 501 210	4 622 461
Dépenses totales	32 710 646	33 168 167	34 124 119	34 315 751	34 956 725

Source : Statistique Canada, no. 21-012-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2006.

Note : Les montants des dépenses tiennent compte des remises du gouvernement.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole et Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteur

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites ne rendent compte que d'une petite partie du nombre total d'agriculteurs qui abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières. Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du Surintendant des faillites.

Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.3 : Répartition du montant du portefeuille de prêt de FAC

Les données de Financement agricole Canada (FAC) sur le total des prêts en cours et des prêts approuvés sont tirées du rapport annuel de FAC 2004-2005. Les renseignements sur la répartition provinciale du total des prêts en cours proviennent de FAC.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC et Graphique B.4 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC

Les données sur les nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) proviennent des rapports sur le rendement du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du

Canada portant sur les années 1997-1998 à 2002-2003 et du rapport de l'Administration de la LPAACFC de 2003-2004 et 2004-2005. Les données sur la répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, par province, ont été fournies par l'Administration de la LPAACFC.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, par type de ferme

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type de ferme proviennent de l'Enquête financière sur les fermes de 2002, 2003 et 2004. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée environ tous les deux ans par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts sont de plus de 10 000 \$.

Les nouveaux investissements nets sont les achats de biens en immobilisation desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation. Le revenu net d'exploitation est le revenu agricole brut moins les dépenses.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel

Le taux d'intérêt préférentiel du Canada est publié dans la *Revue de la Banque du Canada* (dont l'adresse électronique est www.bank-banque-canada.ca). Le taux hypothécaire de Financement agricole Canada (FAC) est établi pour un terme de cinq ans à un taux fixe plus dix.

Tableaux B.6 et B.7 : Prix moyens des engrais et des carburants sélectionnés

Les données sur les prix des engrais sont fournies à propos du Manitoba et de l'Ontario avec des comparaisons avec les États américains

attendants, par des consultants privés en vertu d'un contrat passé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.8 : Intrants agricoles

Les dépenses au titre des intrants agricoles tiennent compte des remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts reliés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie empruntée, se référer à la publication de Statistique Canada, n° 21-012-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

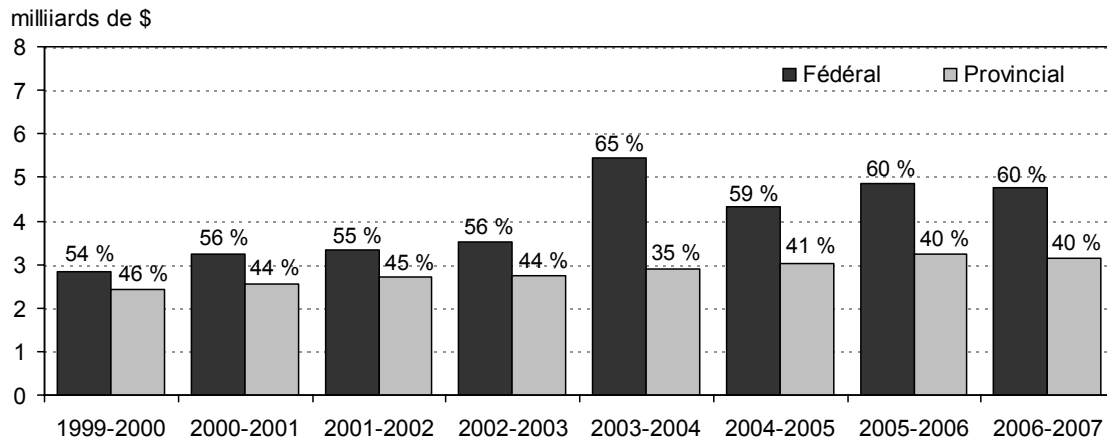
SECTION C

Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1999-2000 à 2006-2007

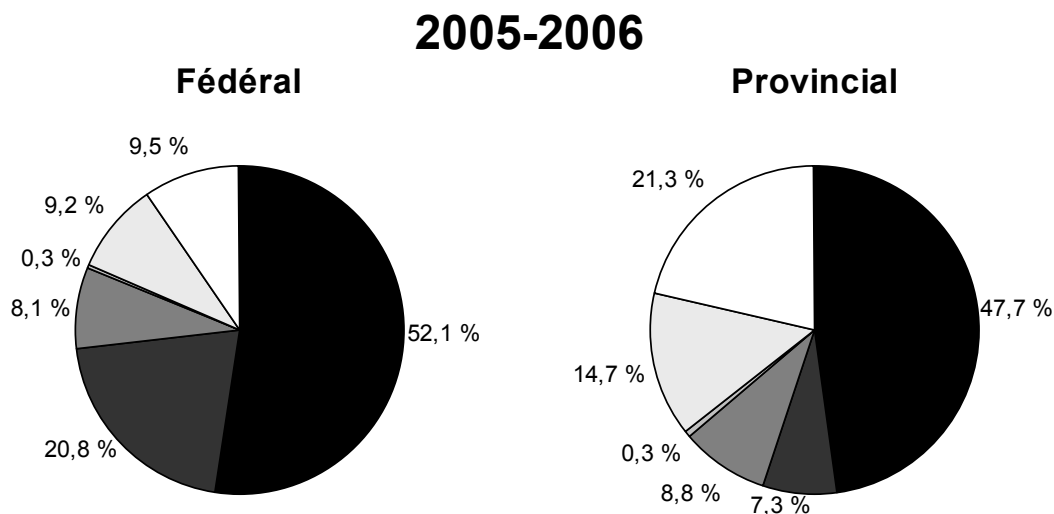
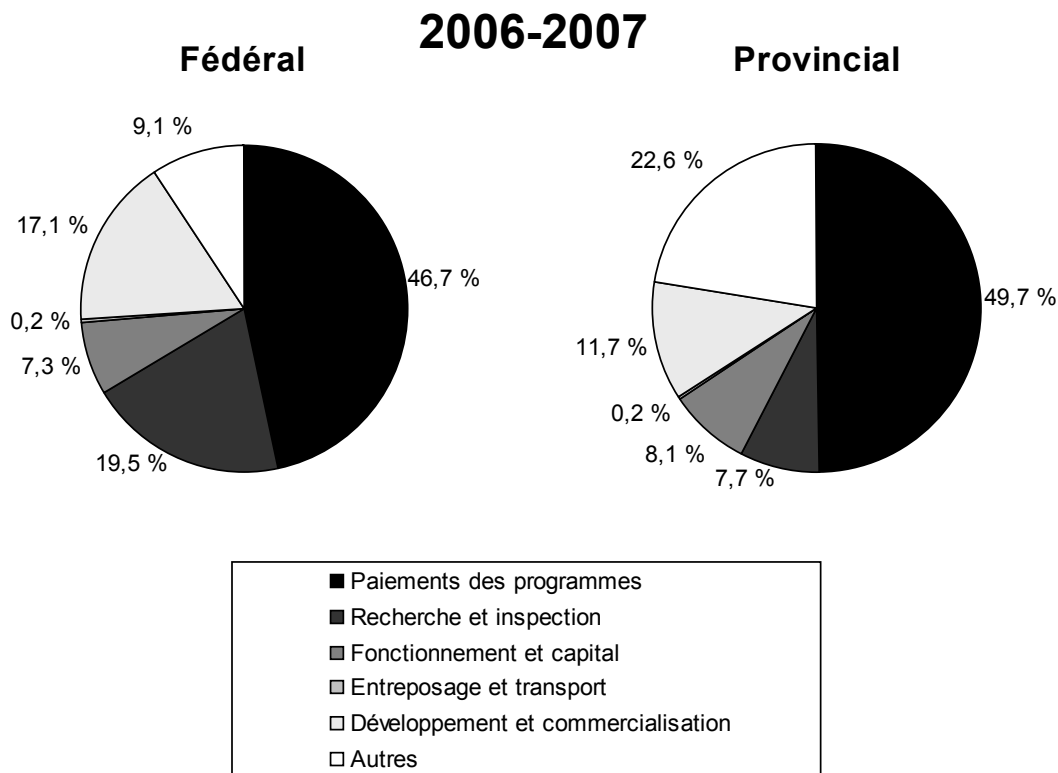
Réparties		1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations
		(000 \$)							
T.-N.	Fédéral	8 424	4 561	7 693	8 285	6 980	11 667	14 056	14 382
	Provincial	9 626	10 247	9 351	10 532	14 229	10 713	14 749	19 424
	% Féd.	46,67	30,80	45,14	44,03	32,91	52,13	48,80	42,54
Î.-P.-É.	Fédéral	26 941	33 480	39 533	46 006	40 341	46 364	31 221	38 997
	Provincial	23 556	36 396	29 558	29 804	34 463	38 770	31 208	30 112
	% Féd.	53,35	47,91	57,22	60,69	53,93	54,46	50,01	56,43
N.-É.	Fédéral	24 905	22 049	35 607	31 170	41 411	36 079	33 466	44 341
	Provincial	39 247	39 774	44 789	40 672	42 934	49 380	47 508	44 984
	% Féd.	38,82	35,66	44,29	43,39	49,10	42,22	41,33	49,64
N.-B.	Fédéral	24 655	24 964	40 728	30 618	48 212	46 074	33 297	52 082
	Provincial	32 316	24 109	20 814	22 610	23 096	31 962	26 733	26 322
	% Féd.	43,28	50,87	66,18	57,52	67,61	59,04	55,47	66,43
Qc	Fédéral	392 172	448 436	346 802	330 604	591 120	521 518	538 400	659 375
	Provincial	527 309	732 815	591 705	670 114	704 003	708 706	824 646	900 727
	% Féd.	42,65	37,96	36,95	33,04	45,64	42,39	39,50	42,26
Ont.	Fédéral	421 156	457 696	581 541	588 252	846 816	675 194	810 614	922 559
	Provincial	363 029	451 528	372 421	424 849	455 240	579 508	520 481	438 200
	% Féd.	53,71	50,34	60,96	58,06	65,04	53,81	60,90	67,80
Man.	Fédéral	351 272	431 952	320 443	415 480	512 331	467 479	603 803	503 496
	Provincial	222 186	204 801	165 555	179 213	240 541	195 322	278 572	228 778
	% Féd.	61,26	67,84	65,94	69,86	68,05	70,53	68,43	68,76
Sask.	Fédéral	860 051	935 063	881 124	869 913	1 270 201	977 356	1 134 220	1 006 407
	Provincial	450 605	334 387	501 300	393 007	431 678	458 902	513 372	366 048
	% Féd.	65,62	73,66	63,74	68,88	74,64	68,05	68,84	73,33
Alb.	Fédéral	479 936	508 864	674 849	766 748	1 493 371	894 829	1 053 493	938 049
	Provincial	702 307	646 228	895 355	886 312	892 947	867 095	931 954	1 000 628
	% Féd.	40,60	44,05	42,98	46,38	62,58	50,79	53,06	48,39
C.-B.	Fédéral	91 485	95 515	126 114	101 681	200 065	241 926	163 658	210 853
	Provincial	63 694	78 703	73 007	75 983	61 784	81 781	58 612	72 189
	% Féd.	58,95	54,82	63,34	57,23	76,40	74,74	73,63	74,50
Autres	Fédéral	142 319	284 334	270 146	320 697	392 503	421 631	437 032	367 147
	Provincial	-	-	-	-	-	-	-	-
	% Féd.	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Fédéral	2 823 315	3 246 914	3 324 582	3 509 456	5 443 353	4 340 119	4 853 260	4 757 688
	Provincial	2 433 874	2 558 987	2 703 856	2 733 095	2 900 916	3 022 139	3 247 835	3 127 412
	% Féd.	53,70	55,92	55,15	56,22	65,23	58,95	59,91	60,34

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada, 1999-2000 à 2006-2007

% = % des dépenses publiques totales pour le secteur agroalimentaire

Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale



Paiements des programmes. Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et la réduction des coûts, l'assurance production et l'aide au financement.

Recherche et inspection. Comprend les dépenses d'administration (p. ex., les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

Fonctionnement et capital. Comprend les dépenses générales en administration et en gestion, en politiques, en information et en soutien statistique.

Entreposage et transport. Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport.

Programmes de commercialisation et de développement. Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et l'environnement.

Autres. Comprend les paiements pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement, les programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations
(000 \$)								
CANADA								
A. Dépenses de fonctionnement	691 797	661 356	665 670	692 556	1 246 174	1 286 740	1 390 864	1 600 010
B. Dépenses de capital	46 205	63 576	67 288	62 986	45 824	54 703	48 620	72 524
C. Dépenses de programmes	1 898 937	2 068 137	2 188 011	2 018 158	4 443 296	3 163 098	3 588 999	3 153 354
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	619 900	1 040 524	1 136 878	1 128 527	1 967 519	879 205	1 128 315	1 713 505
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	468 728	210 577	170 775	18 282	1 425 014	1 097 321	905 198	98 300
c.3 Assurance production ¹	265 813	225 972	316 443	340 699	346 336	342 546	290 209	339 806
c.4 Aide au financement	65 531	49 936	62 070	54 587	35 071	31 998	23 922	144 660
c.5 Entreposage et transport	8 574	8 466	5 161	5 771	12 913	12 309	12 007	1 967
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	15 792	15 543	27 289	28 852	2 794	545	829	864
c.7 Recherche	84 037	74 595	82 052	76 924	12 122	13 004	28 354	64 434
c.8 Inspection des aliments	48 358	47 533	47 487	49 353	19 682	82 757	27 478	87 112
c.9 Aide alimentaire	142	-	-	-	390 982	420 332	434 825	365 511
c.10 Marketing et commercialisation	31 612	103 953	54 736	31 584	109 378	113 136	557 322	99 685
c.11 Développement rural et régional	78 965	120 700	87 004	87 808	81 635	108 890	86 945	81 025
c.12 Environnement	45 272	41 400	49 465	57 873	35 410	54 977	71 554	149 255
c.13 Enseignement	102 322	104 774	127 172	118 210	522	25	91	103
c.14 Vulgarisation	63 892	24 162	21 480	19 690	3 917	6 054	21 951	7 127
D. Dépenses fiscales	394 728	407 928	470 596	492 609	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	3 031 667	3 200 996	3 391 565	3 266 308	5 735 294	4 504 541	5 028 483	4 825 888
Recouvrements	(130 751)	(178 857)	(143 730)	(138 896)	(291 941)	(164 422)	(175 223)	(68 200)
Total, dépenses nettes	2 900 916	3 022 139	3 247 835	3 127 412	5 443 353	4 340 119	4 853 260	4 757 688
TERRE-NEUVE								
A. Dépenses de fonctionnement	6 679	6 332	6 828	7 624	3 083	3 307	3 710	4 245
B. Dépenses de capital	511	734	2 235	2 495	117	145	133	197
C. Dépenses de programmes	7 039	3 648	5 686	9 305	4 527	8 652	10 693	10 127
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	646	115	162	178	2 240	4 030	6 164	5 223
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	154	1 225	1 520	2 202	633	533	(9)	152
c.3 Assurance production ¹	52	33	22	22	86	70	29	40
c.4 Aide au financement	4 500	-	-	-	0	(0)	-	0
c.5 Entreposage et transport	-	204	250	250	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	398	1	-	2
c.7 Recherche	317	518	1 259	746	7	5	1	178
c.8 Inspection des aliments	-	-	-	50	25	16	10	234
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	330	411	707	4 502	76	57	5	26
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	1 037	3 867	4 328	3 847
c.12 Environnement	206	337	819	485	15	31	111	409
c.13 Enseignement	620	680	824	747	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	213	123	123	123	10	43	55	16
D. Dépenses fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	14 229	10 713	14 749	19 424	7 728	12 104	14 536	14 569
Recouvrements	-	-	-	-	(748)	(437)	(480)	(187)
Total, dépenses nettes	14 229	10 713	14 749	19 424	6 980	11 667	14 056	14 382

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

¹ Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations
(000 \$)								
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
A. Dépenses de fonctionnement	9 903	11 153	9 450	9 248	12 242	13 083	14 096	16 159
B. Dépenses de capital	1 500	1 059	-	-	459	570	500	739
C. Dépenses de programmes	22 378	26 659	21 713	20 971	30 564	34 424	18 427	22 799
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	4 087	10 600	8 581	6 024	12 537	17 745	9 175	8 980
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	4 561	915	543	751	9 674	8 680	703	668
c.3 Assurance production ¹	1 399	2 311	2 593	3 071	2 177	2 751	2 945	4 164
c.4 Aide au financement	2 428	321	595	720	564	432	260	2 315
c.5 Entreposage et transport	13	13	9	5	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	9	6	-	9
c.7 Recherche	2 406	2 446	2 395	2 338	225	154	71	652
c.8 Inspection des aliments	528	508	360	374	1 057	959	684	909
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 199	1 198	2 210	1 915	315	396	421	492
c.11 Développement rural et régional	145	150	-	-	2 606	1 754	2 698	3 006
c.12 Environnement	1 932	4 424	787	2 253	1 363	1 491	1 151	1 536
c.13 Enseignement	3 461	3 359	3 217	3 256	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	219	412	422	265	38	57	318	69
D. Dépenses fiscales	1 968	1 968	1 968	1 968	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	35 749	40 839	33 132	32 188	43 266	48 077	33 023	39 698
Recouvrements	(1 286)	(2 069)	(1 924)	(2 076)	(2 924)	(1 713)	(1 802)	(702)
Total, dépenses nettes	34 463	38 770	31 208	30 112	40 341	46 364	31 221	38 997
NOUVELLE-ÉCOSSE								
A. Dépenses de fonctionnement	9 098	10 878	11 432	13 826	15 745	16 135	18 323	21 049
B. Dépenses de capital	543	503	530	555	582	715	662	978
C. Dépenses de programmes	31 690	36 495	34 007	29 053	28 792	21 379	16 868	23 242
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	8 231	3 915	3 520	4 705	14 041	5 661	2 202	10 761
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	355	7 373	395	266	7 726	6 157	56	854
c.3 Assurance production ¹	216	178	174	215	388	285	369	384
c.4 Aide au financement	401	884	3 442	600	63	251	53	645
c.5 Entreposage et transport	143	89	132	436	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	12	7	84	12
c.7 Recherche	1 000	1 011	1 000	1 000	987	1 142	6	879
c.8 Inspection des aliments	3 207	4 347	3 922	3 569	128	98	1 275	1 168
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	2 121	3 277	3 136	2 383	1 160	2 220	2 435	95
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	4 140	5 259	5 788	6 328
c.12 Environnement	3 312	2 622	2 611	1 266	50	148	4 076	2 033
c.13 Enseignement	10 443	10 524	11 823	12 413	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	2 262	2 273	3 851	2 200	97	150	524	82
D. Dépenses fiscales	1 603	1 504	1 540	1 549	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	42 934	49 380	47 508	44 984	45 119	38 230	35 853	45 269
Recouvrements	-	-	-	-	(3 708)	(2 150)	(2 387)	(929)
Total, dépenses nettes	42 934	49 380	47 508	44 984	41 411	36 079	33 466	44 341

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

¹ Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations
(000 \$)								
NOUVEAU-BRUNSWICK								
A. Dépenses de fonctionnement	11 754	12 228	12 182	11 303	15 421	15 919	17 058	19 467
B. Dépenses de capital	496	519	723	667	589	697	607	896
C. Dépenses de programmes	9 457	17 577	12 349	12 807	35 955	31 553	17 819	32 570
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	3 580	11 764	7 730	7 329	18 478	19 117	9 150	17 795
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	731	647	-	-	7 592	5 831	294	793
c.3 Assurance production ¹	547	526	1 083	1 054	843	839	1 517	2 340
c.4 Aide au financement	-	-	-	-	529	156	290	1 934
c.5 Entreposage et transport	330	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	170	154	493	457	40	7	10	11
c.7 Recherche	254	530	248	105	1 303	1 253	822	796
c.8 Inspection des aliments	224	165	191	486	159	77	56	1 077
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	-	65	22	-	391	330	376	420
c.11 Développement rural et régional	453	79	130	141	5 428	3 274	4 548	5 461
c.12 Environnement	602	1 572	417	799	1 144	583	626	1 863
c.13 Enseignement	2 085	1 764	1 569	1 590	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	482	313	465	846	48	86	130	78
D. Dépenses fiscales	1 466	1 670	1 533	1 556	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	23 172	31 994	26 787	26 333	51 964	48 169	35 485	52 934
Recouvrements	(76)	(31)	(54)	(11)	(3 752)	(2 094)	(2 188)	(851)
Total, dépenses nettes	23 096	31 962	26 733	26 322	48 212	46 074	33 297	52 082
QUÉBEC								
A. Dépenses de fonctionnement	199 669	210 669	206 054	207 913	198 473	211 420	235 491	270 223
B. Dépenses de capital	1 258	2 344	1 812	471	7 382	9 106	8 352	12 379
C. Dépenses de programmes	408 292	385 014	469 089	535 943	432 293	328 363	324 657	388 489
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	221 772	237 569	308 386	367 642	160 028	93 323	173 964	267 739
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	46 211	11 425	7 912	659	231 060	175 629	98 778	12 156
c.3 Assurance production ¹	9 086	12 710	12 318	14 995	14 086	18 818	18 822	22 070
c.4 Aide au financement	28 078	23 247	34 367	38 361	6 399	3 626	3 719	22 272
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	510	510	3 630	2 406	501	91	509	148
c.7 Recherche	22 414	10 658	12 636	10 609	485	376	1 657	11 197
c.8 Inspection des aliments	19 763	17 358	17 169	19 135	2 916	1 190	1 166	14 701
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	11 827	8 986	11 607	14 518	4 486	5 566	1 977	2 486
c.11 Développement rural et régional	4 000	10 113	3 387	3 940	11 062	12 590	11 571	9 065
c.12 Environnement	14 449	22 812	23 136	29 564	661	16 275	8 436	25 637
c.13 Enseignement	18 227	18 291	22 913	22 409	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	11 955	11 336	11 628	11 704	608	880	4 057	1 018
D. Dépenses fiscales	94 783	110 680	147 690	156 400	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	704 003	708 706	824 646	900 727	638 148	548 889	568 501	671 091
Recouvrements	-	-	-	-	(47 027)	(27 371)	(30 101)	(11 716)
Total, dépenses nettes	704 003	708 706	824 646	900 727	591 120	521 518	538 400	659 375

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

¹ Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
A. Dépenses de fonctionnement	113 636	112 962	118 692	117 418	299 757	314 664	349 676	401 318
B. Dépenses de capital	194	2 798	9 900	4 700	11 385	13 792	12 538	18 641
C. Dépenses de programmes	333 324	458 364	394 746	312 246	608 206	388 194	493 585	520 187
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	142 706	296 762	133 100	181 000	321 908	118 780	222 929	325 414
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	68 196	50 023	134 739	5 075	240 429	184 509	168 127	24 821
c.3 Assurance production ¹	24 980	31 735	32 500	32 000	29 216	55 023	39 670	56 275
c.4 Aide au financement	2 724	4 848	76	77	(4 603)	4 003	3 386	5 075
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	1 247	2 012	2 099	4 964	1 002	137	70	223
c.7 Recherche	38 620	38 246	37 650	36 033	1 180	1 098	10 853	16 709
c.8 Inspection des aliments	18 808	9 515	19 500	15 800	2 773	5 097	12 366	22 429
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	10 640	2 929	1 869	1 869	5 341	6 573	11 758	13 354
c.11 Développement rural et régional	8 173	8 639	9 056	11 147	8 669	10 757	9 395	15 798
c.12 Environnement	8 913	642	14 892	11 892	1 006	314	11 991	38 489
c.13 Enseignement	8 200	8 900	8 900	12 000	345	-	-	-
c.14 Vulgarisation	115	4 115	365	390	940	1 903	3 039	1 599
D. Dépenses fiscales	23 275	23 470	23 445	23 694	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	470 428	597 595	546 782	458 058	919 348	716 650	855 800	940 146
Recouvrements	(15 188)	(18 086)	(26 301)	(19 858)	(72 532)	(41 456)	(45 185)	(17 587)
Total, dépenses nettes	455 240	579 508	520 481	438 200	846 816	675 194	810 614	922 559
MANITOBA								
A. Dépenses de fonctionnement	43 797	44 213	45 103	51 620	134 549	144 422	148 983	171 700
B. Dépenses de capital	849	5 155	4 752	6 679	4 937	6 018	5 088	7 640
C. Dépenses de programmes	160 185	108 666	171 238	109 202	404 298	335 128	468 069	331 293
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	20 983	43 103	114 650	48 906	189 870	120 904	148 654	187 993
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	34 210	10 697	1 247	1 183	115 522	127 954	122 371	8 043
c.3 Assurance production ¹	31 694	21 673	19 778	27 065	48 934	32 727	30 784	38 103
c.4 Aide au financement	1 266	1 520	1 932	1 723	6 643	5 656	11 278	39 001
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	2 692	2 781	2 146	315
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	364	365	44	-	100	60	12	90
c.7 Recherche	1 101	1 101	1 201	1 201	4 665	6 023	10 303	6 767
c.8 Inspection des aliments	2 347	5 031	3 799	2 609	1 376	733	677	8 934
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 000	5 613	1 159	2 000	19 604	19 005	122 585	17 628
c.11 Développement rural et régional	15 496	11 172	17 790	14 426	9 041	13 895	11 849	7 492
c.12 Environnement	1 075	1 267	1 796	2 401	5 412	4 846	5 086	15 621
c.13 Enseignement	7 405	7 081	7 474	7 320	33	-	-	-
c.14 Vulgarisation	43 243	44	368	368	407	544	2 324	1 306
D. Dépenses fiscales	38 268	40 279	60 660	64 034	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	243 098	198 313	281 753	231 535	543 785	485 568	622 141	510 634
Recouvrements	(2 558)	(2 990)	(3 181)	(2 757)	(31 454)	(18 089)	(18 338)	(7 138)
Total, dépenses nettes	240 541	195 322	278 572	228 778	512 331	467 479	603 803	503 496

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

¹ Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations
(000 \$)								
SASKATCHEWAN								
A. Dépenses de fonctionnement	47 159	42 045	46 825	48 083	210 790	210 479	218 993	252 454
B. Dépenses de capital	3 571	327	225	(201)	7 322	8 446	7 284	11 004
C. Dépenses de programmes	311 341	359 995	398 626	240 446	1 098 735	783 818	934 192	753 166
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	98 776	206 499	253 576	98 776	632 430	294 313	217 165	481 495
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	46 304	13 997	142	372	221 508	276 113	318 797	14 556
c.3 Assurance production ¹	89 645	75 713	77 955	69 159	136 393	115 277	99 314	114 126
c.4 Aide au financement	15 916	11 099	13 544	10 264	17 356	12 206	2 910	48 704
c.5 Entreposage et transport	8 089	8 159	4 769	5 080	6 718	6 029	5 856	1 000
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	1 368	75	74	75	148	84	-	129
c.7 Recherche	15 223	11 553	12 627	12 563	2 279	2 190	1 964	9 503
c.8 Inspection des aliments	3 411	2 861	2 204	2 280	2 654	1 357	761	12 701
c.9 Aide alimentaire	142	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	418	828	4 573	3 760	46 662	39 138	246 772	34 155
c.11 Développement rural et régional	27 687	27 009	27 174	30 384	24 179	29 059	21 493	13 031
c.12 Environnement	3 547	-	531	7 213	7 746	7 230	13 649	22 363
c.13 Enseignement	63	1 010	10	-	55	25	91	103
c.14 Vulgarisation	752	1 194	1 448	520	606	798	5 422	1 299
D. Dépenses fiscales	116 400	110 748	113 990	126 820	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	478 471	513 116	559 667	415 148	1 316 846	1 002 743	1 160 469	1 016 623
Recouvrements	(46 793)	(54 214)	(46 294)	(49 100)	(46 645)	(25 387)	(26 249)	(10 217)
Total, dépenses nettes	431 678	458 902	513 372	366 048	1 270 201	977 356	1 134 220	1 006 407
ALBERTA								
A. Dépenses de fonctionnement	217 533	185 669	184 538	199 337	273 786	270 988	287 688	332 713
B. Dépenses de capital	36 511	49 196	45 722	46 879	9 883	11 361	9 939	14 856
C. Dépenses de programmes	593 727	622 993	654 845	709 847	1 272 666	646 629	791 684	604 421
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	110 118	213 861	288 672	389 200	544 982	172 463	304 111	354 446
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	261 474	103 670	24 276	7 373	543 457	280 149	194 103	30 666
c.3 Assurance production ¹	103 812	75 771	164 619	185 318	106 470	109 389	89 101	93 942
c.4 Aide au financement	10 217	8 017	8 113	2 842	7 832	5 349	1 843	23 223
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	3 393	3 368	3 921	639
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	12 133	12 133	20 950	20 950	207	113	120	177
c.7 Recherche	1 980	1 310	12 617	12 329	590	512	2 356	13 126
c.8 Inspection des aliments	-	-	-	-	5 384	1 829	1 183	17 416
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	3 622	79 545	28 478	487	28 863	30 257	163 560	27 723
c.11 Développement rural et régional	23 010	63 540	29 466	27 769	13 241	24 446	11 671	11 361
c.12 Environnement	11 235	7 724	4 476	2 000	17 326	17 506	14 322	30 507
c.13 Enseignement	51 818	53 165	70 443	58 475	70	-	-	-
c.14 Vulgarisation	4 307	4 257	2 735	3 104	853	1 246	5 392	1 196
D. Dépenses fiscales	110 028	110 703	112 825	109 658	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	957 798	968 561	997 930	1 065 721	1 556 336	928 978	1 089 311	951 990
Recouvrements	(64 851)	(101 466)	(65 976)	(65 093)	(62 965)	(34 150)	(35 817)	(13 941)
Total, dépenses nettes	892 947	867 095	931 954	1 000 628	1 493 371	894 829	1 053 493	938 049

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

¹ Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations
	(000 \$)							
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
A. Dépenses de fonctionnement	32 571	25 208	24 565	26 183	82 324	86 323	96 844	110 681
B. Dépenses de capital	772	943	1 389	741	3 168	3 851	3 517	5 195
C. Dépenses de programmes	21 504	48 726	25 712	38 336	134 758	163 328	75 972	99 911
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	9 001	16 337	18 500	24 766	70 557	32 870	33 929	53 659
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	6 531	10 605	-	400	47 222	31 104	1 974	5 590
c.3 Assurance production ¹	4 381	5 322	5 400	7 800	7 743	7 368	7 660	8 361
c.4 Aide au financement	-	-	-	-	288	318	197	1 529
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	110	132	83	13
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	0	295	-	-	378	38	24	62
c.7 Recherche	721	7 221	420	-	178	251	21	4 626
c.8 Inspection des aliments	72	7 749	342	5 050	3 210	71 403	9 299	7 542
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	454	1 101	975	150	2 480	9 594	7 101	2 893
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	2 022	3 352	2 891	4 375
c.12 Environnement	-	-	-	-	289	6 550	12 104	10 797
c.13 Enseignement	-	-	-	-	20	-	-	-
c.14 Vulgarisation	345	96	75	170	261	347	689	464
D. Dépenses fiscales	6 937	6 905	6 945	6 929	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	61 784	81 781	58 612	72 189	220 250	253 502	176 332	215 787
Recouvrements	-	-	-	-	(20 185)	(11 576)	(12 675)	(4 933)
Total, dépenses nettes	61 784	81 781	58 612	72 189	200 065	241 926	163 658	210 853

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

¹ Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations
	(000 \$)							
CANADA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	45 437	34 366	20 104	24 655	315 494	303 738	302 525	372 423
- capital	3 288	5 605	10 448	5 342	14 846	10 202	7 796	13 468
- programme	84 037	74 595	82 052	76 924	12 122	13 004	28 354	64 434
Total, Recherche	132 762	114 566	112 604	106 921	342 462	326 944	338 675	450 325
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	64 800	70 669	97 894	154 455	487 067	507 866	597 325	672 478
- capital	423	1 654	1 943	673	6 606	18 203	17 431	28 899
- programme	48 358	47 533	47 487	49 353	19 682	82 757	27 478	87 112
Total, Inspection	113 581	119 856	147 323	204 481	513 355	608 826	642 234	788 489
TERRE-NEUVE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	809	807	829	1 020
- capital	6	7	-	8	38	27	21	37
- programme	317	518	1 259	746	7	5	1	178
Total, Recherche	323	525	1 259	754	854	839	851	1 235
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	752	1 062	1 238	1 677	1 175	1 271	1 561	1 747
- capital	4	18	-	-	17	48	48	77
- programme	-	-	-	50	25	16	10	234
Total, Inspection	756	1 080	1 238	1 727	1 218	1 335	1 619	2 058
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	366	348	114	-	3 160	3 165	3 112	3 831
- capital	1 500	-	-	-	149	106	80	139
- programme	2 406	2 446	2 395	2 338	225	154	71	652
Total, Recherche	4 273	2 795	2 509	2 338	3 534	3 425	3 263	4 622
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 813	2 482	2 690	2 554	4 632	5 025	5 900	6 609
- capital	-	-	-	-	66	190	179	291
- programme	528	508	360	374	1 057	959	684	909
Total, Inspection	3 340	2 991	3 050	2 928	5 754	6 173	6 763	7 808

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations
	(000 \$)							
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	4 007	3 972	4 120	5 073
- capital	-	-	-	-	189	133	106	183
- programme	1 000	1 011	1 000	1 000	987	1 142	6	879
Total, Recherche	1 000	1 011	1 000	1 000	5 182	5 248	4 233	6 135
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	1 211	1 264	1 495	2 023	5 843	6 279	7 782	8 713
- capital	-	-	-	-	84	238	237	384
- programme	3 207	4 347	3 922	3 569	128	98	1 275	1 168
Total, Inspection	4 418	5 611	5 417	5 592	6 055	6 616	9 294	10 265
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	621	734	767	593	4 055	3 868	3 777	4 650
- capital	-	4	32	3	191	130	97	168
- programme	254	530	248	105	1 303	1 253	822	796
Total, Recherche	875	1 268	1 046	701	5 549	5 252	4 696	5 614
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 288	2 574	2 720	2 317	5 912	6 113	7 131	7 984
- capital	88	60	63	93	85	232	218	352
- programme	224	165	191	486	159	77	56	1 077
Total, Inspection	2 600	2 799	2 974	2 895	6 156	6 422	7 404	9 413
QUÉBEC								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	6 092	7 191	6 507	6 132	50 821	50 562	51 970	63 978
- capital	-	-	-	-	2 391	1 698	1 339	2 314
- programme	22 414	10 658	12 636	10 609	485	376	1 657	11 197
Total, Recherche	28 506	17 848	19 143	16 741	53 698	52 636	54 967	77 488
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	28 132	27 821	33 067	32 273	75 539	81 509	99 686	111 831
- capital	-	667	-	-	1 064	3 030	2 994	4 884
- programme	19 763	17 358	17 169	19 135	2 916	1 190	1 166	14 701
Total, Inspection	47 895	45 846	50 236	51 408	79 519	85 729	103 847	131 416

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	78 384	76 583	78 013	96 038
- capital	194	2 798	9 900	4 700	3 688	2 572	2 010	3 473
- programme	38 620	38 246	37 650	36 033	1 180	1 098	10 853	16 709
Total, Recherche	38 814	41 045	47 550	40 733	83 253	80 253	90 877	116 220
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	-	-	-	35 460	118 565	125 583	151 806	170 603
- capital	-	-	-	-	1 641	4 590	4 495	7 391
- programme	18 808	9 515	19 500	15 800	2 773	5 097	12 366	22 429
Total, Inspection	18 808	9 515	19 500	51 260	122 980	135 270	168 666	200 423
MANITOBA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	33 991	33 415	31 661	38 977
- capital	-	-	-	-	1 600	1 122	816	1 410
- programme	1 101	1 101	1 201	1 201	4 665	6 023	10 303	6 767
Total, Recherche	1 101	1 101	1 201	1 201	40 255	40 560	42 780	47 153
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 117	3 154	6 858	7 167	54 535	58 173	64 344	72 688
- capital	300	300	200	200	712	2 003	1 824	3 075
- programme	2 347	5 031	3 799	2 609	1 376	733	677	8 934
Total, Inspection	5 764	8 485	10 857	9 976	56 623	60 909	66 846	84 697
SASKATCHEWAN								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	1 129	1 095	1 161	848	50 408	46 897	45 320	55 791
- capital	2	-	-	-	2 372	1 575	1 168	2 018
- programme	15 223	11 553	12 627	12 563	2 279	2 190	1 964	9 503
Total, Recherche	16 355	12 648	13 788	13 411	55 060	50 662	48 451	67 312
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 381	3 136	3 387	3 337	83 921	84 073	94 554	107 138
- capital	8	-	-	-	1 055	2 811	2 611	4 468
- programme	3 411	2 861	2 204	2 280	2 654	1 357	761	12 701
Total, Inspection	6 799	5 996	5 591	5 617	87 631	88 240	97 926	124 307

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations
	(000 \$)							
ALBERTA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	36 814	24 584	11 555	17 082	68 045	63 084	61 839	76 127
- capital	1 295	2 504	257	350	3 202	2 119	1 594	2 753
- programme	1 980	1 310	12 617	12 329	590	512	2 356	13 126
Total, Recherche	40 089	28 398	24 429	29 761	71 836	65 715	65 788	92 006
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	17 794	26 623	43 992	61 911	105 121	106 039	123 223	138 879
- capital	23	609	1 680	380	1 425	3 781	3 563	5 938
- programme	-	-	-	-	5 384	1 829	1 183	17 416
Total, Inspection	17 817	27 232	45 672	62 291	111 930	111 648	127 970	162 233
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	415	415	-	-	21 813	21 384	21 883	26 939
- capital	292	292	259	281	1 026	718	564	974
- programme	721	7 221	420	-	178	251	21	4 626
Total, Recherche	1 427	7 927	679	281	23 018	22 354	22 468	32 540
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	5 312	2 554	2 445	5 736	31 823	33 801	41 338	46 286
- capital	-	-	-	-	457	1 282	1 261	2 039
- programme	72	7 749	342	5 050	3 210	71 403	9 299	7 542
Total, Inspection	5 384	10 303	2 788	10 786	35 490	106 485	51 899	55 867

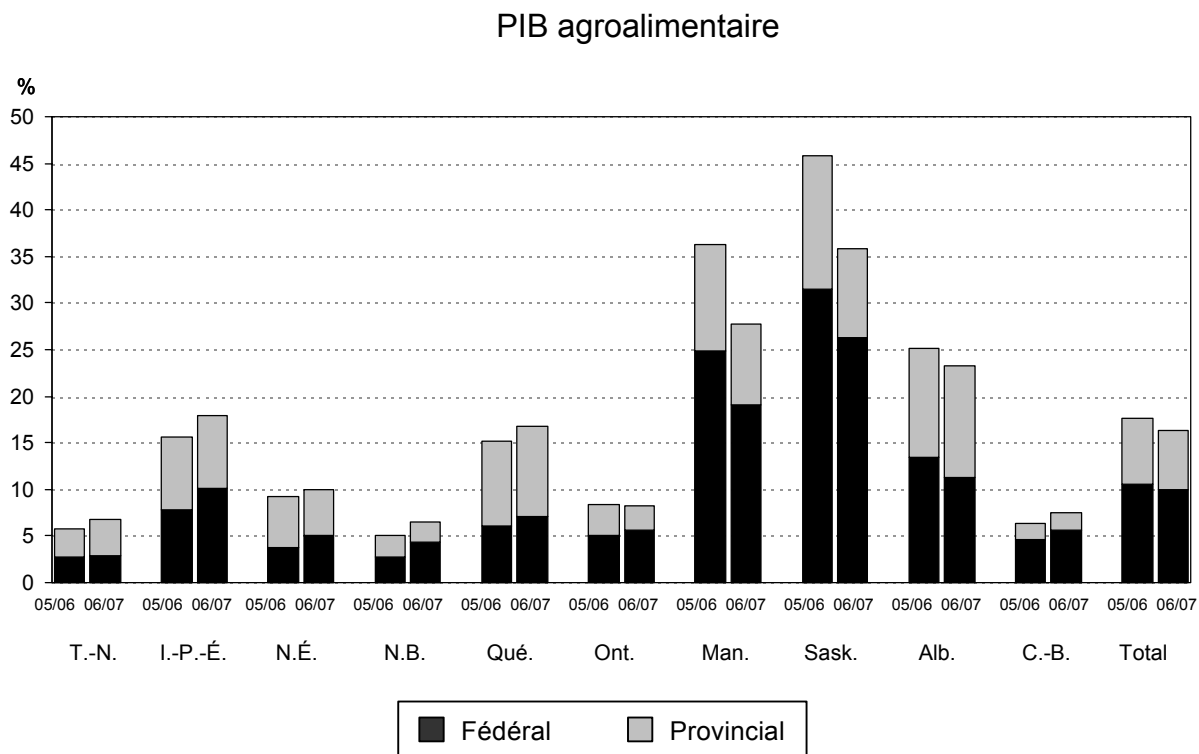
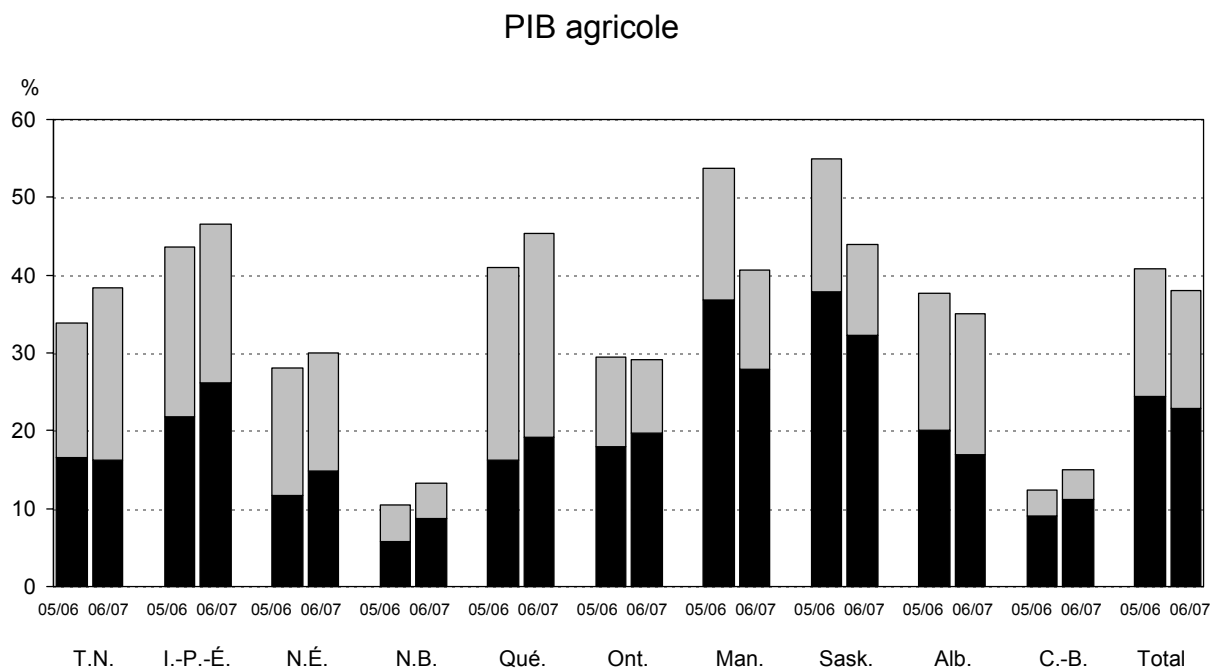
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007

	Agricole				Agroalimentaire			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations
TERRE-NEUVE								
PIB provincial (millions de \$)	56,5	71,0	8 585,1	88,0	385,3	457,5	499,6	495,5
Fédéral (%)	12,4	16,4	16,5	16,3	1,8	2,6	2,8	2,9
Provincial (%)	25,2	15,1	17,3	22,1	3,7	2,3	3,0	3,9
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
PIB provincial (millions de \$)	155,4	152,9	143,0	148,6	412,9	416,0	402,6	385,6
Fédéral (%)	26,0	30,3	21,8	26,2	9,8	11,1	7,8	10,1
Provincial (%)	22,2	25,4	21,8	20,3	8,3	9,3	7,8	7,8
NOUVELLE-ÉCOSSE								
PIB provincial (millions de \$)	263,1	268,8	287,9	298,1	831,1	853,8	880,8	893,8
Fédéral (%)	15,7	13,4	11,6	14,9	5,0	4,2	3,8	5,0
Provincial (%)	16,3	18,4	16,5	15,1	5,2	5,8	5,4	5,0
NOUVEAU-BRUNSWICK								
PIB provincial (millions de \$)	475,8	521,4	572,4	594,4	991,2	1 099,1	1 172,8	1 219,8
Fédéral (%)	10,1	8,8	5,8	8,8	4,9	4,2	2,8	4,3
Provincial (%)	4,9	6,1	4,7	4,4	2,3	2,9	2,3	2,2
QUÉBEC								
PIB provincial (millions de \$)	3 066,1	3 229,7	3 326,9	3 442,6	8 321,8	8 643,0	8 919,8	9 290,8
Fédéral (%)	19,3	16,1	16,2	19,2	7,1	6,0	6,0	7,1
Provincial (%)	23,0	21,9	24,8	26,2	8,5	8,2	9,2	9,7
ONTARIO								
PIB provincial (millions de \$)	4 116,7	4 326,0	4 519,8	4 677,8	14 106,0	15 233,9	15 757,3	16 335,0
Fédéral (%)	20,6	15,6	17,9	19,7	6,0	4,4	5,1	5,6
Provincial (%)	11,1	13,4	11,5	9,4	3,2	3,8	3,3	2,7
MANITOBA								
PIB provincial (millions de \$)	1 948,1	1 823,0	1 642,9	1 805,7	2 720,1	2 640,0	2 430,4	2 641,4
Fédéral (%)	26,3	25,6	36,8	27,9	18,8	17,7	24,8	19,1
Provincial (%)	12,3	10,7	17,0	12,7	8,8	7,4	11,5	8,7
SASKATCHEWAN								
PIB provincial (millions de \$)	2 394,0	2 715,6	3 004,5	3 121,4	2 905,0	3 258,7	3 597,6	3 833,0
Fédéral (%)	53,1	36,0	37,8	32,2	43,7	30,0	31,5	26,3
Provincial (%)	18,0	16,9	17,1	11,7	14,9	14,1	14,3	9,5
ALBERTA								
PIB provincial (millions de \$)	3 877,4	4 566,7	5 271,5	5 520,8	6 014,8	6 919,6	7 877,7	8 330,6
Fédéral (%)	38,5	19,6	20,0	17,0	24,8	12,9	13,4	11,3
Provincial (%)	23,0	19,0	17,7	18,1	14,8	12,5	11,8	12,0
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
PIB provincial (millions de \$)	1 559,8	1 628,9	1 797,2	1 886,3	3 040,7	3 190,8	3 548,5	3 793,2
Fédéral (%)	12,8	14,9	9,1	11,2	6,6	7,6	4,6	5,6
Provincial (%)	4,0	5,0	3,3	3,8	2,0	2,6	1,7	1,9
CANADA								
PIB provincial (millions de \$)	17 518,9	18 715,1	19 863,1	20 776,8	40 385,1	43 305,5	45 673,4	47 936,7
Fédéral (%)	31,1	23,2	24,4	22,9	13,5	10,0	10,6	9,9
Provincial (%)	16,6	16,1	16,4	15,1	7,2	7,0	7,1	6,5

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2003-2004 à 2006-2007

	PIB Total				Dépenses totales			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations	2003-2004	2004-2005	2005-2006 prévisions	2006-2007 estimations
TERRE-NEUVE								
Total provincial (millions de \$)	16 744	18 153	20 411	21 768	4 734	4 775	4 523	4 980
PIB agroalim. en % du PIB total	2,30	2,52	2,45	2,28				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,30	0,22	0,33	0,39
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Total provincial (millions de \$)	3 535	3 691	3 791	3 924	1 147	1 150	1 127	1 169
PIB agroalim. en % du PIB total	11,68	11,27	10,62	9,83				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,01	3,37	2,77	2,58
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Total provincial (millions de \$)	26 256	27 451	28 926	29 967	5 288	5 199	5 627	6 029
PIB agroalim. en % du PIB total	3,17	3,11	3,05	2,98				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,81	0,95	0,84	0,75
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Total provincial (millions de \$)	20 245	21 098	21 878	22 561	5 603	5 718	6 057	6 345
PIB agroalim. en % du PIB total	4,90	5,21	5,36	5,41				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,41	0,56	0,44	0,41
QUÉBEC								
Total provincial (millions de \$)	236 402	249 474	258 368	266 809	52 414	54 921	54 509	56 121
PIB agroalim. en % du PIB total	3,52	3,46	3,45	3,48				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,34	1,29	1,51	1,60
ONTARIO								
Total provincial (millions de \$)	456 851	484 209	503 121	522 078	73 883	79 396	85 308	87 080
PIB agroalim. en % du PIB total	3,09	3,15	3,13	3,13				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,62	0,73	0,61	0,50
MANITOBA								
Total provincial (millions de \$)	35 357	37 790	39 704	41 643	7 439	7 635	8 131	8 687
PIB agroalim. en % du PIB total	7,69	6,99	6,12	6,34				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,23	2,56	3,43	2,63
SASKATCHEWAN								
Total provincial (millions de \$)	35 343	38 847	41 389	42 816	7 785	8 376	7 690	7 700
PIB agroalim. en % du PIB total	8,22	8,39	8,69	8,95				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					5,55	5,48	6,68	4,75
ALBERTA								
Total provincial (millions de \$)	166 481	185 977	215 352	231 011	21 751	24 153	27 226	28 312
PIB agroalim. en % du PIB total	3,61	3,72	3,66	3,61				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					4,11	3,59	3,42	3,53
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Total provincial (millions de \$)	135 788	146 900	157 227	165 864	25 104	26 043	26 836	28 220
PIB agroalim. en % du PIB total	2,24	2,17	2,26	2,29				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,25	0,31	0,22	0,26
TOTAL - PROVINCIAL								
Total provincial (millions de \$)	1 133 003	1 213 591	1 290 169	1 348 441	205 146	217 365	227 034	234 643
PIB agroalim. en % du PIB total	3,51	3,52	3,49	3,50				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,41	1,39	1,43	1,33
CANADA - FÉDÉRAL								
Total fédéral (millions de \$)	1 139 192	1 219 681	1 297 474	1 355 141	189 464	210 027	208 985	198 595
PIB agroalim. en % du PIB total	3,55	3,55	3,52	3,54				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,87	2,07	2,32	2,40

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Méthodologie des dépenses publiques

Définition des dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques (DP) permettent d'évaluer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire (agriculture primaire, industrie de l'agroalimentaire et transformation des aliments et des boissons mais excluant les dépenses reliées à l'aquaculture et la transformation du poisson) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et entre les ordres de gouvernement. Les renseignements concernant les dépenses publiques proviennent de documents divers et de données fournies par des agents de différents ministères. Les sources sont les comptes publics, les budgets et/ou les plans de dépenses fédéraux et provinciaux, Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

Comptabilité d'exercice : Depuis l'année financière 2001-2002, les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté la comptabilité d'exercice intégrale, qui est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et qui est acceptée à l'échelle mondiale comme un ensemble de normes générales d'enregistrement et de préparation de rapports sur les transactions financières. Elle a aussi l'approbation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Ce changement affecte les DP au niveau de la capitalisation des immobilisations. Ainsi, les dépenses en immobilisations tiennent compte des charges d'amortissement des immobilisations au cours de leur vie utile.

Traitement des déficits et des surplus de programmes : Les déficits de programmes ainsi que les remises et les réductions de dettes d'aide alimentaire à l'étranger sont comptabilisés dans la série de dépenses publiques durant l'année où ils sont inscrits aux comptes publics. Les déficits

provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés durant l'année où ils sont inscrits dans les documents officiels.

Traitement des sociétés d'État : Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les pertes et les déficits courants des sociétés d'État sont exclus.

Dépenses à l'étranger : Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales ne sont incluses que dans les dépenses fédérales totales et dites «à l'étranger». C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses «à l'étranger» comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

Traitement des comptes de programmes spéciaux : Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales ainsi que celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. Citons en exemple l'assurance-récolte/production et le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Traitement des prêts et des avances : Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être remboursés. Cependant, les subventions d'intérêts et les non-paiements de prêts sont inclus, tels qu'inscrits aux comptes publics, étant à ce titre considérés comme des coûts assumés par les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value qui font partie des estimations des DP. De la même façon, des provisions pour pertes probables sur

des garanties de prêt émises par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement est considéré douteux et ces dépréciations font maintenant partie des estimations des DP.

Recouvrement des gouvernements : Les recouvrements des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et des autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire

Les chiffres inclus dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, Industrie Canada et le ministère des Finances. Ces chiffres incluent également les dépenses publiques des différents ministères provinciaux.

Répartition des dépenses fédérales

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes. Lorsque l'attribution de ces dépenses fédérales doit être effectuée par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.
- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont

estimées selon la moyenne de ces dépenses au cours des trois dernières années dans chacune des provinces.

- Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :
 - les dépenses de fonctionnement et de capital de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies ainsi que celles de la Direction générale des Services à l'industrie et aux marchés sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes;
 - toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes totales du marché (RTM) ou des recettes de marché provenant de productions particulières, lorsque plus approprié. Les niveaux relatifs de RTM sont par conséquent utilisés comme valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes totales de marché provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains. Le ratio basé sur les RTM n'est utilisé qu'à partir de l'année 2000-2001 alors que pour les années précédentes, c'est le ratio basé sur les recettes monétaires totales qui est utilisé;
 - à l'exception des dépenses en vertu du Programme d'aide de transition au transport des marchandises dans la région Atlantique, toutes les dépenses liées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province.

- La catégorie Autres inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères.

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels que le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile.

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels que le PCSRA, CSRN, les subventions laitières, les programmes de protection du revenu, la majorité des programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.
- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels que le Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux (PPPCO), les programmes d'aide aux producteurs touchés par la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et aux sinistrés des inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie.
- **Le programme d'assurance-récolte/production** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds reliés à ce programme.
- **L'aide au financement** comprend la Loi sur les programmes de commercialisation agricole (LPCA) qui est composé du Programme de paiement anticipé (PPA) et du Programme de mise en commun des prix (PMCP). Elle comprend aussi la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt. Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement.
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport.
- **Les programmes sociaux et de main-d'œuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'œuvre agricole.
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection.
- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires

des inspecteurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection.

- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet égard à des organismes agricoles internationaux. Les projets de développement international qui sont considérés sont ceux portant sur l'agriculture, la transformation agricole ainsi que sur l'alimentation. Les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) font aussi partie de cette catégorie. Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.
- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées pour des activités liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés. Ils tiennent compte aussi des réductions du service de la dette et des réductions de dettes contractées auprès de la Commission canadienne du blé (CCB) suite à l'accord conclu avec le Club de Paris. Les paiements de réduction de dette à la CCB sont maintenant intégrés aux dépenses fédérales depuis 1991-1992. Cette catégorie n'inclut pas les paiements effectués à la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vertu de l'accord conclu avec le Club de Paris, puisque ces derniers ne sont pas des paiements de dette à caractère agricole.
- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général.
- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, et les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau.
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.

- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais administratifs, tels que les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses fiscales : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais et exemptions sur la taxe des carburants ainsi que les rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.

Les recouvrements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel.

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs

affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur. Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement.

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles que celles versées en vertu de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux.

Les données du PIB en dollars de 1997 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB aux prix de base de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB agricole comprennent toutes les industries agricoles et de services connexes. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel. Le PIB agroalimentaire est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels que ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail.

Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les territoires du Nord-Ouest.

Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.

SECTION D

Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2003-2005

	2003	2004	2005 Préliminaire
	- millions de \$ -		
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	29 598	31 653	31 522
dont part de produits SPM ¹ (%)	73	74	74
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	24 376	22 815	23 997
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	8 332	7 410	7 289
Soutien des prix du marché (SPM)	3 964	3 230	3 288
dont produits SPM ¹	2 912	2 393	2 437
Paielements au titre de la production	357	299	348
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nombre d'animaux	432	981	513
Paielements au titre des droits antérieurs	1 407	676	179
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	476	536	501
Paielements avec contraintes sur les intrants	2	47	80
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	1 521	1 606	2 347
Paielements divers	173	34	32
ESP en pourcentage	25	21	21
Coefficient nominal de protection des producteurs (CNPp)	1,17	1,12	1,13
Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNSp)	1,33	1,26	1,26
Estimation du soutien aux services d'intérêt général	2 385	2 556	2 875
Recherche et développement	470	470	458
Établissements d'enseignement agricole	288	263	266
Services d'inspection	595	634	749
Infrastructures	432	509	554
Commercialisation et promotion	600	680	848
Stockage public	0	0	0
Divers	0	0	0
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-3 699	-3 228	-3 289
Transferts des consommateurs aux producteurs	-3 816	-3 227	-3 286
Autres transferts des consommateurs	-2	-2	-3
Transferts des contribuables aux consommateurs	85	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	34	0	0
ESC en pourcentage	-15	-14	-14
Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNPc)	1,19	1,16	1,16
Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNSc)	1,18	1,16	1,16
Estimation du soutien total (EST)	10 803	9 966	10 163
Transferts des consommateurs	3 818	3 228	3 289
Transferts des contribuables	6 986	6 740	6 878
Recettes budgétaires	-2	-2	-3

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama, 2006.

¹ Les produits SPM pour le Canada sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les oeufs.

Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005

	2003	2004	2005 Préliminaire
	ESP en pourcentage (% de la valeur de la production ajustée)		
Australie	5	5	5
Canada	25	21	21
Union européenne ¹	36	33	32
Japon	59	58	56
Mexique	19	12	14
Nouvelle-Zélande	2	2	3
États-Unis	15	16	16
OCDE	30	29	29

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama, 2006.

¹ UE 15 pour 2003, UE 25 pour 2004 et 2005**Tableau D.3 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005**

	2003	2004	2005 Préliminaire
	part de l'ESSG dans le soutien total à l'agriculture (%)		
Australie	32	35	35
Canada	22	26	28
Union européenne ¹	7	8	8
Japon	20	22	20
Mexique	12	16	13
Nouvelle-Zélande	42	41	38
États-Unis	33	32	33
OCDE	17	17	18

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama, 2006.

¹ UE 15 pour 2003, UE 25 pour 2004 et 2005.

Tableau D.4 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005

	2003	2004	2005 Préliminaire
	ESC en pourcentage (%) ²		
Australie	-2	-2	-2
Canada	-15	-14	-14
Union européenne ¹	-21	-19	-17
Japon	-53	-51	-48
Mexique	-13	-7	-8
Nouvelle-Zélande	-8	-8	-9
États-Unis	8	7	11
OCDE	-21	-19	-17

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama, 2006.

¹ UE 15 pour 2003, UE 25 pour 2004 et 2005.

² ESC en pourcentage: proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits à l'intérieur du pays (ESC) dans la valeur de la consommation totale moins le soutien budgétaire aux consommateurs.

Tableau D.5 : Soutien total à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005

	2003	2004	2005 Préliminaire
	Estimation du soutien total en pourcentage du PIB (%)		
Australie	0,3	0,3	0,3
Canada	0,9	0,8	0,7
Union européenne ¹	1,2	1,2	1,1
Japon	1,4	1,3	1,3
Mexique	1,2	0,8	0,9
Nouvelle-Zélande	0,4	0,4	0,4
États-Unis	0,8	0,9	0,9
OCDE	1,1	1,1	1,1

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama, 2006.

¹ UE 15 pour 2003, UE 25 pour 2004 et 2005.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005

		2003	2004	2005 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESP total)		
Australie	Soutien des prix du marché	0	0	0
	Paielements au titre de la production	0	0	0
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	2	2	2
	Paielements au titre des droits antérieurs	12	9	13
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	52	57	57
	Paielements avec contraintes sur les intrants	0	1	1
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	34	30	26
	Paielements divers	0	0	0
Canada	Soutien des prix du marché	48	44	45
	Paielements au titre de la production	4	4	5
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	5	13	7
	Paielements au titre des droits antérieurs	17	9	2
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	6	7	7
	Paielements avec contraintes sur les intrants	0	1	1
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	18	22	32
	Paielements divers	2	0	0
Union européenne¹	Soutien des prix du marché	53	52	44
	Paielements au titre de la production	3	3	4
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	28	28	21
	Paielements au titre des droits antérieurs	1	2	16
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	9	9	10
	Paielements avec contraintes sur les intrants	6	6	6
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0
	Paielements divers	0	-1	0
Japon	Soutien des prix du marché	90	91	91
	Paielements au titre de la production	3	3	3
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	0	0	0
	Paielements au titre des droits antérieurs	0	0	0
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	3	3	3
	Paielements avec contraintes sur les intrants	3	3	3
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0
Mexique	Soutien des prix du marché	53	36	43
	Paielements au titre de la production	4	4	3
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	4	5	4
	Paielements au titre des droits antérieurs	18	28	24
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	21	27	26
	Paielements avec contraintes sur les intrants	0	0	0
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama, 2006.

¹ UE 15 pour 2003, UE 25 pour 2004 et 2005.² Cette catégorie comprend les paiements contractuels des États-Unis.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005 (suite)

		2003	2004	2005 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESP total)		
Nouvelle-Zélande	Soutien des prix du marché	81	79	74
	Paielements au titre de la production	0	0	0
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux	0	0	0
	Paielements au titre des droits antérieurs	0	0	0
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	19	19	15
	Paielements avec contraintes sur les intrants	0	0	0
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	0	2	12
	Paielements divers	0	0	0
États-Unis	Soutien des prix du marché	29	29	20
	Paielements au titre de la production	9	14	15
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux ²	7	13	20
	Paielements au titre des droits antérieurs	18	12	12
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	23	19	20
	Paielements avec contraintes sur les intrants	7	7	8
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	7	5	5
	Paielements divers	0	0	0
OCDE	Soutien des prix du marché	60	59	54
	Paielements au titre de la production	4	5	5
	Paielements au titre de la superficie cultivée/nombre d'animaux ²	15	16	14
	Paielements au titre des droits antérieurs	5	5	11
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	10	9	10
	Paielements avec contraintes sur les intrants	5	4	5
	Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	2	1	2
	Paielements divers	0	0	0

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama, 2006.

¹ UE 15 pour 2003, UE 25 pour 2004 et 2005.² Cette catégorie comprend les paiements contracycliques des États-Unis.

Tableau D.7 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005

		2003	2004	2005 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
Australie	Recherche et développement	71	71	71
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	11	11	11
	Infrastructures	15	15	15
	Commercialisation et promotion	1	1	1
	Stockage public	0	0	0
	Divers	2	2	2
Canada	Recherche et développement	20	18	16
	Établissements d'enseignement agricole	12	10	9
	Services d'inspection	25	25	26
	Infrastructures	18	20	19
	Commercialisation et promotion	25	27	29
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Union européenne¹	Recherche et développement	18	17	17
	Établissements d'enseignement agricole	11	11	11
	Services d'inspection	4	5	4
	Infrastructures	25	26	29
	Commercialisation et promotion	29	27	27
	Stockage public	12	10	8
	Divers	2	4	4
Japon	Recherche et développement	6	6	7
	Établissements d'enseignement agricole	2	1	1
	Services d'inspection	1	1	1
	Infrastructures	80	81	78
	Commercialisation et promotion	2	2	2
	Stockage public	2	2	2
	Divers	8	7	9
Mexique	Recherche et développement	17	17	18
	Établissements d'enseignement agricole	21	22	21
	Services d'inspection	15	20	23
	Infrastructures	13	14	11
	Commercialisation et promotion	34	26	26
	Stockage public	0	0	0
	Divers	1	1	1

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama, 2006.

¹ UE 15 pour 2003, UE 25 pour 2004 et 2005.

Tableau D.7 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2003-2005 (suite)

		2003	2004	2005 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
Nouvelle-Zélande	Recherche et développement	47	44	37
	Établissements d'enseignement agricole	7	8	9
	Services d'inspection	33	34	30
	Infrastructures	13	13	24
	Commercialisation et promotion	0	0	0
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	1	0
États-Unis	Recherche et développement	7	6	6
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	3	2	2
	Infrastructures	16	18	15
	Commercialisation et promotion	67	66	70
	Stockage public	1	0	0
	Divers	7	7	6
OCDE	Recherche et développement	10	10	10
	Établissements d'enseignement agricole	3	3	3
	Services d'inspection	4	4	4
	Infrastructures	33	34	30
	Commercialisation et promotion	41	40	45
	Stockage public	4	3	3
	Divers	6	6	6

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama, 2006.

¹ UE 15 pour 2003, UE 25 pour 2004 et 2005.

Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE

Depuis 1987, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) mesure le soutien à l'agriculture selon la méthode des Estimations du soutien aux producteurs et des Estimations du soutien aux consommateurs. Cette méthode permet d'évaluer les programmes gouvernementaux découlant des politiques agricoles des différents pays membres de l'OCDE selon leurs critères de mise en oeuvre et ce indépendamment de leurs objectifs et de leurs effets.

Classification et définitions

La classification actuelle des transferts totaux liés aux politiques agricoles (EST) regroupe les mesures gouvernementales dans trois grandes catégories : transferts aux producteurs (ESP), transferts aux consommateurs (ESC) et transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG).

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) :

indicateur de la valeur des transferts bruts des consommateurs et des contribuables au titre du soutien aux producteurs agricoles découlant des politiques de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles.

L'ESP mesure le soutien découlant des politiques en faveur de l'agriculture par rapport à la situation qui prévaudrait en l'absence de ces dernières, c'est-à-dire lorsque les producteurs sont soumis uniquement aux politiques nationales à caractère général (politiques économique, sociale, environnementale et fiscale). Ses principales composantes sont décrites dans les paragraphes suivants.

- **Soutien des prix du marché (SPM) :** indicateur de la valeur des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures créant un écart entre le prix du marché intérieur et le prix à la frontière d'un produit agricole donné. Ainsi, le SPM prend la forme d'une majoration du prix perçu par les producteurs et payé par les consommateurs de ce produit. Le montant total du soutien versé est d'autant plus élevé que les volumes produits sont importants. Le SPM est la seule forme de soutien qui ait simultanément une influence sur la production et sur la consommation d'un produit.

- **Paiements au titre de la production :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur la production courante d'un produit agricole spécifique ou d'un groupe spécifique de produits agricoles. Ce type de paiements majore le prix perçu par les producteurs et a, par conséquent, le même impact que le SPM sur la production courante, mais n'influe nullement sur la consommation.
- **Paiements au titre de la superficie/du nombre d'animaux :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur la superficie ou le nombre d'animaux pour un produit spécifique ou un groupe spécifique de produits agricoles. Ce type de paiements est déterminé par rapport aux surfaces ensemencées ou aux effectifs de bétail l'année considérée.
- **Paiements au titre des droits antérieurs :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur un soutien, une superficie, un nombre d'animaux ou une production antérieurs d'un produit spécifique ou d'un groupe spécifique de produits agricoles, sans obligation de poursuivre la culture ou la production de ces produits.
- **Paiements au titre de l'utilisation d'intrants :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur l'utilisation d'un intrant spécifique ou d'un groupe spécifique d'intrants. Ce type de paiements réduit le coût des intrants utilisés par les producteurs.
- **Paiements avec contraintes sur les intrants :** indicateur de la valeur des transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur des contraintes à l'utilisation d'un intrant spécifique ou d'un groupe spécifique d'intrants par limitation du choix des techniques de production. Ce type de paiements est versé sous réserve que les agriculteurs respectent certaines contraintes (réduction, substitution ou suppression) sur l'utilisation d'intrants.

- **Paiements au titre du revenu total de l'exploitation** : indicateur de la valeur des transferts des contribuables aux producteurs agricoles découlant des mesures fondées sur le revenu total (ou les recettes totales) de l'exploitation et n'imposant ni contraintes ni conditions à la production de produits spécifiques ou à l'utilisation d'intrants spécifiques.
- **Paiements divers** : indicateur de la valeur de tous les transferts des contribuables aux producteurs agricoles non susceptibles d'être décomposés et ventilés vers les autres catégories de transferts aux producteurs. Il s'agit de paiements aux producteurs qui ne peuvent pas être décomposés faute d'informations suffisantes.

L'Estimation du soutien aux producteurs (ESP) par pays peut être exprimée de différentes façons :

- En termes monétaires : **ESP**;
- En proportion de la valeur des recettes agricoles brutes, mesurées par la valeur de production totale incluant le soutien budgétaire: **ESP en pourcentage**;
- Par rapport à la valeur des recettes agricoles brutes, soutien budgétaire inclus, et la production évaluée aux prix mondiaux, soutien budgétaire exclus: **Coefficient nominal de soutien aux producteurs** (CNSp).

Le **Coefficient nominal de protection des producteurs** (CNPP) mesure le rapport entre le prix moyen perçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), incluant les paiements au titre de la production courante (par tonne), et le prix à la frontière (au départ de l'exploitation).

Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : indicateur de la valeur des transferts bruts aux services d'intérêt général fournis au secteur agricole. Ces paiements sont destinés au secteur agricole dans son ensemble et non aux exploitations individuelles.

Ils comprennent, entre autres, les transferts concernant l'amélioration de la production agricole (Recherche et développement), l'enseignement et la formation agricoles (Établissements d'enseignement agricole), le contrôle de la qualité et de la sécurité des denrées alimentaires, des intrants agricoles et de l'environnement (Services d'inspection), l'amélioration des infrastructures collectives hors exploitation, y compris les

industries d'amont et d'aval (Infrastructures), l'aide à la commercialisation et à la promotion (Commercialisation et promotion), la prise en charge des coûts de dépréciation et d'écoulement des stocks publics de produits agricoles (Stockage public) et les autres services généraux qui ne peuvent pas être décomposés et ventilés dans les catégories ci-dessus faute d'informations suffisantes (Divers).

Contrairement aux transferts pris en compte dans l'ESP et l'ESC, ces transferts ne sont pas perçus par les producteurs ou consommateurs et ne viennent pas modifier directement les recettes (revenus) agricoles ou les dépenses de consommation, bien qu'ils puissent influencer sur la production et la consommation de produits agricoles.

L'ESSG en pourcentage est définie comme la part du soutien aux services d'intérêt général fournis à l'ensemble du secteur agricole dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) : indicateur de la valeur des transferts bruts aux (ou des) consommateurs de produits agricoles découlant des mesures de soutien à l'agriculture, indépendamment de leur nature, de leurs objectifs ou de leurs incidences sur la consommation de produits agricoles.

L'ESC est composée des transferts explicites et implicites des consommateurs aux producteurs agricoles liés au soutien des prix du marché pour les produits agricoles produits et consommés à l'intérieur (Transferts des consommateurs aux producteurs), de même que les transferts au budget et/ou aux importateurs pour la part de la consommation concernant les produits importés (Autres transferts des consommateurs).

Cet indicateur est mesuré déduction faite de tout paiement aux consommateurs destiné à compenser leur contribution au soutien des prix du marché d'un produit spécifique (Transferts des contribuables aux consommateurs), ainsi que de la contribution des producteurs (en tant que consommateurs de produits végétaux d'origine intérieure) au soutien des prix du marché des produits utilisés comme aliments du bétail (Surcoût de l'alimentation animale).

Lorsque l'ESC est négative, elle indique des transferts des consommateurs et mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole. Bien que les dépenses

de consommation soient majorées/diminuées du montant de la taxe implicite/des paiements, cet indicateur ne constitue pas en soi une estimation de leurs incidences sur les dépenses de consommation.

L'Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) par pays peut être exprimée de différentes façons :

- En termes monétaire : **ESC**;
- En proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits localement, mesurées par la valeur de la consommation totale incluant le soutien budgétaire aux consommateurs : **ESP en pourcentage**;
- Par rapport à la valeur des dépenses de consommation affectées aux produits agricoles produits localement, soutien aux producteurs inclus, et évalués aux prix mondiaux, soutien budgétaire aux consommateurs exclus : **Coefficient nominal de soutien aux consommateurs** (CNSc).

Le **Coefficient nominal de protection des consommateurs** (CNPc) mesure le rapport entre le prix moyen payé par les consommateurs (au départ de l'exploitation) et le prix à la frontière (au départ de l'exploitation).

Estimation du soutien total (EST) : indicateur de la valeur de tous les transferts bruts des contribuables et des consommateurs découlant des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, quels que soient leurs objectifs et leurs incidences sur la production et le revenu agricoles, ou sur la consommation de produits agricoles.

L'EST est la somme des transferts suivants :

- Transferts bruts explicites et implicites des consommateurs de produits agricoles aux producteurs agricoles, déduction faite des contributions financières de ces derniers (qui apparaissent dans le SPM et l'ESC);
- Transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles (dans l'ESP);
- Transferts bruts des contribuables aux services d'intérêt général fournis à l'agriculture (ESSG);
- Transferts bruts des contribuables aux consommateurs de produits agricoles (dans l'ESC).

Les transferts des consommateurs aux producteurs étant pris en compte dans le SPM,

l'EST correspond aussi à la somme de l'ESP, de l'ESSG et des transferts des contribuables aux consommateurs (dans l'ESC). Elle mesure le coût global du soutien à l'agriculture à la charge des consommateurs (Transferts des consommateurs) et des contribuables (Transferts des contribuables), déduction faite des recettes à l'importation (Recettes budgétaires).

L'EST en pourcentage est définie comme la part du soutien total à l'agriculture dans le PIB total.

Traitement des taxes et des prélèvements

Telles qu'elles sont définies, l'ESP et l'ESC sont calculées déduction faite des contributions des producteurs au financement des mesures de soutien en leur faveur. De la même façon, les recettes provenant des taxes et prélèvements à la production destinés à financer une mesure donnée sont déduites elles aussi du montant total du paiement octroyé aux producteurs du fait de cette mesure.

Le cas du soutien négatif

La notion d'ESP "brute" permet d'envisager les cas où le soutien est négatif, par exemple lorsque des mesures de politique agricole taxent les producteurs par rapport à ce qui se passerait en l'absence de telles mesures, c'est-à-dire si seules des mesures économiques générales étaient appliquées. L'exemple typique du soutien négatif est une taxe à l'exportation ou toute autre mesure agricole décourageant les exportations et imposant un prix intérieur inférieur au prix mondial.

Signification et interprétation des principaux indicateurs

ESP et CNS aux producteurs

L'ESP est une mesure statique du soutien octroyé aux producteurs agricoles au cours d'une période donnée (une année ou une campagne, par exemple) et défini par les conditions macro-économiques globales dans le cadre des politiques économiques générales.

Ainsi, le soutien à l'agriculture sera nul lorsque seules sont en vigueur des politiques économiques générales, aucune politique spécifique ne venant modifier la transmission des conditions macro-économiques générales au secteur agricole. Dans une telle situation, les recettes agricoles totales courantes seront entièrement obtenues sur le marché en l'absence de tout transfert aux agriculteurs lié aux politiques. Il s'agit là d'une situation extrême.

Donc, une ESP en pourcentage de 60 p. 100, par exemple, représente la part des transferts aux producteurs agricoles dans la valeur totale des recettes agricoles brutes (mesurée par l'ESP), ou la part des recettes agricoles brutes découlant des politiques. Il en ressort que 40 p. 100 environ des recettes agricoles brutes proviennent du marché en l'absence de tout soutien.

Un CNS aux producteurs égal à un signifie que les recettes agricoles brutes sont intégralement tirées du marché sans aucun soutien budgétaire. Il en ressort que plus le CNS aux producteurs est élevé, plus la part des recettes agricoles brutes tirées du marché est faible. Par exemple, un CNS aux producteurs de 2.50 signifie que la valeur des recettes agricoles brutes est deux fois et demie supérieure à ce qu'elle serait si elles étaient entièrement obtenues aux prix mondiaux sans aucun soutien budgétaire.

ESC et CNS aux consommateurs

Une ESC en pourcentage de -60 p. 100 indique que 60 p. 100 des dépenses totales de consommation consacrées aux produits agricoles représentent un transfert des consommateurs aux producteurs, ou la part des dépenses de consommation découlant des politiques.

Un CNS aux consommateurs égal à un signifie que les dépenses totales de consommation consacrées aux produits agricoles sont effectuées aux prix du marché, sans aucun soutien aux producteurs et aux consommateurs. Il en ressort que plus le CNS aux consommateurs est élevé, moins la part des dépenses de consommation reflètent le marché. Par exemple, un CNS aux consommateurs de 2.50 indique que les dépenses des consommateurs sont deux fois et demie supérieures à ce qu'elles seraient si elles étaient entièrement effectuées aux prix mondiaux sans aucun soutien budgétaire aux consommateurs.

Calcul du SPM

Le soutien des prix du marché n'est calculé que lorsqu'il existe des politiques ayant des incidences sur la transmission des conditions macro-économiques générales aux producteurs agricoles et créant un « écart de prix » s'accompagnant de transferts des consommateurs aux producteurs.

ESSG et EST en pourcentage

L'ESSG en pourcentage mesure la part des transferts en faveur des services d'intérêt général fournis à l'agriculture dans le soutien total (EST) et indique donc le poids relatif des transferts relevant de l'ESP et de l'ESSG dans chaque pays.

Toutes choses égales par ailleurs, plus l'ESSG en pourcentage est faible, plus la part des transferts relevant de l'ESP dans le soutien total à l'agriculture est grande et plus les répercussions afférentes sur la production et les échanges sont importantes.

L'EST en pourcentage mesure la part du soutien total à l'agriculture dans le PIB d'un pays ou la part de la richesse nationale affectée au soutien à l'agriculture. Elle est influencée par l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Ainsi, plus l'EST en pourcentage est élevée, plus la part de la richesse nationale consacrée à l'aide au secteur agricole est importante.